

**ALGÉRIE-CORÉE DU SUD**  
**Un partenariat**  
**stratégique au service**  
**de la transformation**  
**économique**

P 16

**BARRAGES, DESSALEMENT**  
**ET GRANDS TRANSFERTS**

# Les piliers de la sécurité hydrique nationale

*L'Algérie poursuit sa mutation hydrique pour faire face aux défis croissants imposés par les changements climatiques. À l'occasion de l'ouverture de la 21<sup>e</sup> édition du Salon international des équipements, des technologies et des services de l'eau (SIEE-Pollutec), qui se poursuivra jusqu'au 4 juin courant, le ministre de l'Hydraulique, Lounès Bouzegza, a présenté les grandes orientations de la stratégie nationale visant à garantir durablement la sécurité hydrique du pays.* P 3



**ALGERIA BID ROUND 2026**  
**Le compte à rebours**  
**est lancé**

L'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (Al-naft) a annoncé, hier dans un communiqué, l'ouverture des « Virtual Data Rooms » (VDR) destinées aux investisseurs, marquant une nouvelle étape dans le déploiement de l'appel à concurrence international « Algeria Bid Round 2026 ».

P 2

**ÉCONOMIE NUMÉRIQUE**  
**ALGÉRIENNE**

**Les indicateurs**  
**sont au vert**

Dans sa dernière évaluation, la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) met en lumière les avancées enregistrées par l'écosystème numérique algérien. Porté par l'amélioration continue de la connectivité et l'essor de l'offre locale, le commerce électronique s'affirme progressivement comme l'un des leviers de la diversification économique du pays.

P 5

**ÉROSION, POLLUTION,**  
**URBANISATION**  
**ANARCHIQUE**

**Les nouveaux défis**  
**du littoral algérien**

À l'approche de la saison estivale, la préservation du littoral algérien s'impose comme un enjeu majeur face aux multiples pressions qui menacent cet espace stratégique. Avec ses 2.148 kilomètres de côtes méditerranéennes, l'Algérie dispose d'un patrimoine naturel exceptionnel, essentiel au développement du tourisme, de la pêche, de l'économie bleue et des investissements. Toutefois, ce potentiel demeure fragilisé par les effets conjugués des changements climatiques, de la pollution et de l'urbanisation anarchique.

P 5

ALGER

**Mise en service de plusieurs**  
**projets pour fluidifier la**  
**circulation routière** P 4

NOUVEAU CONSORTIUM INDUSTRIEL  
 ALGÉRO-ÉGYPTIEN

**Sonelgaz et Elsewedy Electric à**  
**la conquête de l'Afrique** P 2

AÏN OUSSELA (DJELFA)

**Mise en service d'un**  
**nouveau centre de stockage**  
**de céréales** P 16

NOUVEAU CONSORTIUM  
INDUSTRIEL ALGÉRO-ÉGYPTIEN

**Sonelgaz et Elsewedy Electric à la conquête de l'Afrique**

Une nouvelle alliance industrielle entre l'Algérie et l'Égypte est en train de redessiner les équilibres économiques en Afrique centrale et occidentale. Porté par Sonelgaz et le groupe égyptien Elsewedy Electric, ce consortium ambitionne d'investir massivement dans les énergies renouvelables, les infrastructures et les technologies de connectivité, avec l'objectif de bâtir un modèle de développement et de financement entièrement africain.

Une nouvelle dynamique économique nord-africaine prend forme sur le continent. D'après le site « Business Insider Africa », l'Algérie et l'Égypte ont uni leurs forces à travers un consortium industriel associant Sonelgaz, le géant algérien de l'électricité et du gaz, et Elsewedy Electric, l'un des plus importants groupes industriels du monde arabe, dirigé par Ahmed Elsewedy. Cette alliance stratégique entend accélérer son déploiement en Afrique subsaharienne, en ciblant particulièrement les marchés d'Afrique centrale et occidentale. Le Cameroun figure parmi les premières destinations de cette offensive économique, notamment à travers les pôles de Douala et Yaoundé, considérés comme des plateformes régionales de croissance et d'investissement.

Au cœur de cette stratégie se trouve le secteur énergétique. La coentreprise créée entre Sonelgaz et Elsewedy Electric ambitionne de développer plusieurs projets d'énergies renouvelables dans différents pays africains. Le solaire et l'éolien constituent les principaux axes d'intervention, avec des projets envisagés au Cameroun, au Sénégal et en Côte d'Ivoire. Sept projets majeurs sont actuellement à l'étude auprès des autorités algériennes. L'ambition du consortium ne se limite toutefois pas à la production d'électricité verte. Les deux partenaires entendent également investir dans les infrastructures intégrées, l'ingénierie industrielle, la logistique et les technologies numériques. Parmi les projets évoqués figure notamment la fabrication de câbles à fibre optique destinés à approvisionner aussi bien le marché algérien que d'autres pays du continent, renforçant ainsi les capacités de connectivité numérique africaines. Cette initiative est de nature à bouleverser en profondeur l'organisation des marchés régionaux, l'arrivée de ce nouvel acteur modifiant déjà progressivement les rapports de force au sein de la zone de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC). Alors que les grands projets d'infrastructures et d'énergie y ont été dominés pendant plusieurs décennies par des groupes européens, notamment français, ainsi que par de puissants conglomérats ouest-africains, le modèle porté par le consortium algéro-égyptien se distingue radicalement par son approche endogène. En s'appuyant sur des financements, des compétences techniques et des chaînes d'approvisionnement majoritairement africains, cette stratégie vise à réduire la dépendance historique vis-à-vis des réseaux traditionnels de financement et d'ingénierie extérieurs au continent, tout en favorisant une intégration économique interafricaine beaucoup plus forte.

S R.

ALGERIA BID ROUND 2026

**Le compte à rebours est lancé**

L'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (Alnaft) a annoncé, hier dans un communiqué, l'ouverture des « Virtual Data Rooms » (VDR) destinées aux investisseurs, marquant une nouvelle étape dans le déploiement de l'appel à concurrence international « Algeria Bid Round 2026 ».

Par S. R.

Cette initiative constitue une avancée importante dans la modernisation des pratiques du secteur des hydrocarbures en Algérie. Pour la première fois, l'ensemble des données techniques relatives aux périmètres proposés à l'exploration est mis à la disposition des investisseurs à travers une plateforme numérique sécurisée. Grâce à ce dispositif, les compagnies pétrolières et gazières peuvent accéder à distance aux informations nécessaires à l'évaluation des opportunités d'investissement, sans contrainte géographique. À travers cette démarche, Alnaft entend offrir aux opérateurs internationaux un accès plus rapide et plus transparent aux données, leur permettant de réali-

ser des analyses techniques approfondies et de préparer leurs offres dans les meilleures conditions. Cette digitalisation des procédures s'inscrit dans la stratégie de l'agence visant à renforcer l'attractivité du domaine minier national et à améliorer l'environnement des affaires dans le secteur énergétique.

L'appel à concurrence « Algeria Bid Round 2026 » porte sur sept périmètres répartis dans plusieurs bassins sédimentaires à fort potentiel. Dans la wilaya de Ouargla, les investisseurs pourront soumissionner pour les périmètres d'El Borma II et d'El M'Zaid Nord. La wilaya d'Illizi est concernée par les blocs d'Illizi Centre I et d'Est Bordj Omar Driss I. Les périmètres d'El Hadjira III et de Touggourt Sud sont situés dans la wilaya de Touggourt, tandis que le

périmètre d'El Benoud Est se trouve dans la wilaya d'El Bayadh. Alnaft a également précisé le calendrier de l'opération. La soumission des offres techniques et financières, l'ouverture publique des plis ainsi que l'attribution des périmètres sont prévues pour novembre 2026. La signature des contrats d'exploration et de partage de production avec les partenaires retenus interviendra en janvier 2027. À travers le lancement de ces espaces virtuels de données, l'agence réaffirme sa volonté de promouvoir la transparence, l'efficacité et la compétitivité dans l'attribution des titres miniers. Cette démarche vise également à favoriser l'émergence de nouveaux partenariats internationaux et à renforcer la valorisation des ressources hydrocarbures du pays.

ÉNERGIE EN AFRIQUE

**L'APPO trace ses priorités pour les prochaines années**

Le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, M. Mohamed Arkab, a participé, hier par visioconférence, aux travaux de la 49e réunion ministérielle extraordinaire du Conseil des ministres de l'Organisation des producteurs de pétrole africains (APPO), consacrée à l'examen de plusieurs dossiers liés au fonctionnement de l'organisation et aux perspectives de développement de son action. Les travaux de cette réunion ont été présidés par le secrétaire général de l'APPO, M. Farid Ghazali, avec la participation du président du Conseil exécutif de l'organisation, M. Carol Kadiata Lita, ainsi que des ministres du Pétrole et de l'Énergie et des représentants des pays membres. Cette rencontre a permis d'examiner plusieurs questions prioritaires relatives aux aspects organisationnels et institutionnels de l'organisation, ainsi que

d'évaluer le niveau d'exécution de ses programmes et activités. Les participants ont également débattu de la feuille de route et des priorités stratégiques de l'APPO pour la période à venir. Les ministres ont, en outre, passé en revue les derniers développements du projet de la Banque africaine de l'énergie, considérée comme l'une des initiatives stratégiques destinées à assurer des mécanismes de financement durables au profit des projets pétroliers, gaziers et énergétiques sur le continent africain. Selon les intervenants, ce projet est appelé à contribuer au renforcement de l'investissement, à l'amélioration de la sécurité énergétique et à la promotion du développement économique des pays membres. Les travaux ont également porté sur l'évolution des marchés éner-

gétiques mondiaux et leurs répercussions sur les pays africains producteurs de pétrole et de gaz, ainsi que sur les moyens de renforcer la coopération et le partenariat entre les États membres dans un contexte marqué par de profondes mutations du secteur énergétique à l'échelle internationale. Fondée en 1987, l'Organisation des producteurs de pétrole africains (APPO) est une organisation intergouvernementale africaine qui œuvre à promouvoir la coopération et la coordination entre les États membres dans les différents domaines de l'industrie des hydrocarbures, à travers l'échange d'expertises et d'informations ainsi que la coordination des politiques et stratégies liées au développement et à l'exploitation des ressources hydrocarbonées. L'organisation regroupe 18 États membres, à savoir l'Algérie, l'An-

gola, le Bénin, le Cameroun, le Congo, la Côte d'Ivoire, la République démocratique du Congo, l'Égypte, la Guinée équatoriale, le Gabon, le Ghana, la Libye, la Namibie, le Niger, le Nigeria, le Sénégal, l'Afrique du Sud et le Tchad. La République bolivarienne du Venezuela y siège en qualité de membre d'honneur. Les pays membres de l'APPO détiennent plus de 90 % des réserves prouvées de pétrole du continent africain, faisant de cette organisation un cadre de concertation essentiel pour le renforcement de l'intégration énergétique africaine et la promotion des initiatives communes en faveur du développement durable et de la valorisation des ressources naturelles du continent.

Synthèse Z R.

TRAVAUX PUBLICS

**Le ministre préside une réunion régionale avec les directeurs des travaux publics**

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, M. Abdelkader Djellaoui a présidé, lundi, une réunion régionale avec les directeurs des travaux publics de cinq wilayas des Hauts-Plateaux, consacrée à l'évaluation des projets en cours de réalisation, indique un communiqué du ministère. Cette septième réunion régionale, tenue au siège du ministère en présence des cadres de l'administration centrale, a concerné les wilayas de Tissemsilt, Tiaret, Djelfa, Laghouat et Ouled Djellal, précise la même

source. Au cours de cette rencontre, il a été procédé à l'évaluation de l'état d'avancement des projets en cours d'exécution, inscrits au titre du programme de l'année 2026, ainsi qu'à l'examen des nouvelles propositions à mettre en œuvre au cours des années 2027, 2028 et 2029. A cette occasion, le ministre a souligné la nécessité de veiller à l'achèvement de l'ensemble des opérations liées aux projets structurants dans les différents domaines du secteur, et d'assainir la nomenclature des investissements sectoriels, en vue d'optimiser les

mécanismes de suivi et d'exécution, et de rationaliser les opérations de programmation des projets. Cette réunion s'inscrit dans le cadre d'une série de rencontres de coordination, entamée le 19 mai dernier et qui se poursuivra jusqu'à la fin de la semaine en cours pour couvrir l'ensemble des wilayas du pays, avec pour objectif de s'enquérir sur le terrain de l'état des projets sectoriels en cours et de cerner avec précision les besoins futurs.

APS

Quotidien économique

**Les Enjeux**  
Eco

Édité par la  
SARL

Les enjeux Eco  
Tel: 06 98165554

**Gérant**  
Belmihoub  
Abdelaziz

**Directeur de  
publication**  
Radji Zahir

**Siège social**  
Maison de la presse  
01, rue Bachir Attar  
Sidi M'hamed Alger  
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005  
00170000003889 09

**Impression**  
Centre : SIA

**Distribution**  
Centre:  
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»  
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger  
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42  
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77  
E-mail: agence.regie@anep.com.dz  
Programmation.regie@anep.com.dz  
agence.oran@anep.com.dz  
agence.annaba@anep.com.dz  
agence.ouargla@anep.com.dz  
agence.constantine@anep.com.dz

## BARRAGES, DESSALEMENT ET GRANDS TRANSFERTS

**Les piliers de la sécurité hydrique nationale**

L'Algérie poursuit sa mutation hydrique pour faire face aux défis croissants imposés par les changements climatiques. À l'occasion de l'ouverture de la 21<sup>e</sup> édition du Salon international des équipements, des technologies et des services de l'eau (SIEE-Pollutec), qui se poursuivra jusqu'au 4 juin courant, le ministre de l'Hydraulique, Lounès Bouzegza, a présenté les grandes orientations de la stratégie nationale visant à garantir durablement la sécurité hydrique du pays.

Par Zahir R.

Organisé avec la participation d'entreprises publiques, privées et étrangères, au nombre de 170, venues de 16 pays, le salon constitue, dira le ministre, une plateforme privilégiée d'échange d'expériences et de diffusion des innovations technologiques dans les domaines de l'eau et de l'environnement. Au cours de sa visite des différents stands, le ministre a souligné la diversité des solutions présentées, allant des équipements hydrauliques aux technologies de gestion intelligente des réseaux. Il a notamment mis en avant les avancées réalisées en matière de télésurveillance, de télégestion et de contrôle à distance des infrastructures, ainsi que la contribution croissante des start-up et des microentreprises au développement du secteur.

Face aux effets du stress hydrique accentués par les changements climatiques, l'Algérie a engagé une profonde diversification de ses sources d'approvisionnement en eau. « Nous ne pouvons plus nous appuyer sur une seule ressource », a insisté le ministre, rappelant que le pays mobilise désormais les barrages, les eaux souterraines, les forages et le dessalement de l'eau de mer dans le cadre d'une approche intégrée.

Cette stratégie semble déjà produire ses effets. Grâce aux importantes précipitations enregistrées cette année, le taux moyen de remplissage des barrages a dépassé les 60 %, certains ouvrages atteignant même leur capacité maximale. Une situation qui permet d'aborder la saison estivale avec davantage de sérénité et qui a contribué à l'amélioration du service public de distribution de l'eau durant les dernières semaines, notamment à l'occasion de l'Aïd El-Adha. Le ministre a également relevé la recharge progressive des nappes phréatiques, favori-



sant la remise en exploitation de plusieurs forages qui avaient vu leur rendement diminuer au cours des années précédentes.

**Le dessalement, pilier de la sécurité hydrique**

L'un des axes majeurs de la politique hydraulique nationale demeure le développement du dessalement de l'eau de mer. L'Algérie dispose actuellement de 19 stations de dessalement en exploitation, auxquelles s'ajoutent 12 autres installations gérées par l'Algérienne des Eaux.

Ces infrastructures permettent aujourd'hui d'alimenter seize wilayas côtières ainsi que plusieurs wilayas de l'intérieur du pays, notamment Blida, Bouira et Sidi Bel Abbès. Toutefois, les ambitions des pouvoirs publics vont bien au-delà.

Conformément aux orientations du président de la République, un nouveau programme de développement du dessalement est en cours de préparation. Trois nouvelles

stations devraient ainsi être réalisées dans l'ouest du pays, à Tlemcen, Chlef et Mostaganem, avec pour objectif d'acheminer l'eau dessalée jusqu'aux régions éloignées des Hauts-Plateaux et du Sud-Ouest. Selon le ministre, ces infrastructures permettront d'approvisionner plusieurs wilayas, dont Tiaret, El Bayadh, Saïda et Naâma, grâce à des réseaux de transfert pouvant atteindre 250 kilomètres.

**Vers un équilibre national des ressources**

Outre le dessalement, les autorités misent également sur les grands transferts hydrauliques et l'interconnexion des barrages afin d'assurer une meilleure répartition des ressources entre les différentes régions du pays. En effet, cette approche vise à transférer les excédents des zones bénéficiant d'une importante disponibilité en eau vers les wilayas confrontées à des déficits structurels. Plusieurs projets de ce type ont déjà démontré

leur efficacité, notamment dans l'ouest du pays et dans les Hauts-Plateaux. Le ministre a cité l'exemple du barrage de Koudiat Acerdoune, qui est passé d'un niveau critique d'environ trois millions de mètres cubes l'année dernière à près de 135 millions de mètres cubes actuellement grâce aux précipitations enregistrées. Cette ressource permettra de sécuriser l'alimentation en eau de plusieurs wilayas, notamment Médéa, Bouira, Tizi Ouzou et M'Sila. D'autres opérations d'interconnexion sont également prévues afin de relier les barrages entre eux et de renforcer la solidarité hydrique entre les territoires.

**Une vision fondée sur la résilience**

Pour les responsables du secteur, la priorité consiste désormais à bâtir un système hydraulique plus résilient, capable de faire face aux aléas climatiques et aux fluctuations des ressources naturelles. La vision portée par le ministère repose sur la diversification des sources d'approvisionnement, la modernisation des réseaux, l'intégration des nouvelles technologies et le développement des infrastructures structurantes. L'objectif affiché est de garantir un accès durable et équitable à l'eau potable à l'ensemble des citoyens tout en consolidant la sécurité hydrique du pays sur le long terme.

« Notre stratégie à long terme consiste à disposer de plusieurs alternatives afin de garantir la continuité du service public de l'eau dans toutes les circonstances. Aujourd'hui, les ressources hydriques existent à travers les barrages, les forages et les stations de dessalement. Notre ambition est de poursuivre les investissements et les projets structurants afin d'améliorer davantage la qualité du service public de l'eau au profit des citoyens », a-t-il conclu.

## RESSOURCES HYDRIQUES

**L'ANRH prépare de grands projets stratégiques**

Par Z R.

L'Agence nationale des ressources hydriques (ANRH) poursuit son rôle central dans la connaissance, la surveillance et la préservation des ressources en eau en Algérie. À l'occasion du Salon international des équipements, des technologies et des services de l'eau (SIEE-Pollutec), son directeur général, Houcine Benmouffok, a présenté les principales missions de l'établissement ainsi que les projets structurants actuellement en cours de réalisation.

Disposant d'un important réseau national d'observation hydrométrique et pluviométrique lui permettant de mesurer les précipitations, de suivre les débits des oueds et d'évaluer les ressources superficielles disponibles, l'ANRH détient, en parallèle, un vaste réseau piézométrique qui lui permet d'assurer le suivi permanent des nappes souterraines afin de surveiller leur niveau d'exploitation et d'alerter les autorités en cas de rabattements importants.

Parmi les projets majeurs engagés par l'agence figure la réalisation d'un modèle hydraulique consacré au Système aquifère du Sahara septentrional (SASS), notamment au niveau du Continental intercalaire dans les régions d'Adrar et de Timimoun. Cette initiative intervient dans un contexte marqué par l'essor des grands périmètres agricoles sahariens, fortement consommateurs d'eau souterraine.

Selon M. Benmouffok, ce modèle mathématique, dont l'achèvement est prévu avant la fin de l'année, permettra d'assurer un suivi scientifique rigoureux des prélèvements et de garantir une exploitation durable des ressources stratégiques du Sahara. L'objectif est d'éviter toute surexploitation des nappes et d'assurer leur préservation pour les générations futures.

**Le projet Timimoun-Gara Djebilet franchit une nouvelle étape**

L'ANRH participe également à l'un des projets hydrauliques les plus ambitieux du pays : le transfert d'eau depuis le Continental intercalaire vers la région de Gara Djebilet. Ce projet prévoit l'acheminement de l'eau depuis Timimoun en direction de Tindouf, en passant par le sud de Timimoun, Béni Abbès et le sud de Béchar.

Outre l'alimentation du futur complexe minier de Gara Djebilet, cette infrastructure permettra de sécuriser l'approvisionnement en eau potable de l'ensemble des populations vivant le long du corridor traversé par le projet.

Le même responsable a précisé que l'opération se trouve actuellement au stade de l'avant-projet détaillé (APD), tandis que les travaux de préparation des cahiers des charges sont en cours avant le lancement de la phase de réalisation.

**41 plans de prévention des risques d'inondation à l'horizon 2027**

Par ailleurs, face à la recrudescence des événements climatiques extrêmes, l'ANRH poursuit également son programme de protection des villes exposées aux risques d'inondation. Plusieurs wilayas figurent parmi les zones prioritaires, notamment Chlef, Skikda et Sidi Bel Abbès.

À ce jour, l'agence a déjà finalisé 16 Plans de prévention des risques d'inondation (PPRI). Quatorze autres sont actuellement en cours d'élaboration et onze nouveaux plans devraient être lancés avant la fin de l'année. L'objectif affiché est d'atteindre 41 PPRI à l'échelle nationale d'ici fin 2027, renforçant ainsi les capacités d'anticipation et de gestion des risques naturels dans les principales zones vulnérables du pays.

L'exploration de nouvelles ressources souterraines constitue un autre axe stratégique de l'activité de l'agence. Dans ce cadre, l'ANRH mène des campagnes de prospection géophysique destinées à identifier de nouveaux aquifères exploitables.

Certaines investigations atteignent déjà des profondeurs importantes. À Fesdis, dans la wilaya de Batna, une étude géophysique a ainsi permis d'explorer des structures géologiques jusqu'à 3 000 mètres de profondeur. Parallèlement, un forage profond de 1 000 à 1 200 mètres est actuellement en cours de réalisation afin de confirmer les résultats ob-

tenus et d'évaluer le potentiel réel de ces ressources.

Selon les responsables de l'agence, ces opérations s'inscrivent dans une démarche nationale visant à cartographier les ressources souterraines disponibles et à renforcer les capacités d'approvisionnement du pays face aux défis climatiques futurs.

**71 % des demandes de forages approuvées**

L'activité réglementaire de l'ANRH connaît également une forte dynamique. Entre 2021 et 2025, l'agence a traité près de 195 000 demandes de forage à travers le territoire national.

Selon les chiffres communiqués par son directeur général, 71 % de ces dossiers ont reçu un avis favorable, autorisant l'exploitation des eaux souterraines. Les refus concernent principalement les demandes susceptibles d'affecter des ressources stratégiques destinées à l'alimentation en eau potable des populations. « Nous n'autorisons généralement pas les forages lorsqu'ils risquent d'impacter des points d'eau servant à l'approvisionnement des citoyens », a expliqué M. Benmouffok, soulignant que le secteur agricole demeure le principal demandeur d'autorisations de forage, confirmant ainsi le rôle croissant de l'irrigation dans le développement des grands projets agricoles, notamment dans les régions sahariennes.

TÉLÉCOMMUNICATION  
**Algérie Télécom**  
lauréate du prestigieux  
prix «Quality  
Achievements Awards  
2026»

L'opérateur historique de télécommunications en Algérie "Algérie Télécom" a décroché le prestigieux prix "Quality Achievements Awards 2026" (Prix des réalisations de qualité 2026), décerné par la Société Européenne pour la Recherche de la Qualité (European Society for Quality Research - ESQR), annonce l'entreprise dans un communiqué. Le prix a été réceptionné par le Président-Directeur Général d'Algérie Télécom, Abdelghani Ait Saïd, lors de la cérémonie de remise des prix de la conférence internationale de la Société, qui s'est tenue le dimanche 31 mai 2026 à Bruxelles (Belgique), en présence d'une élite de chefs d'entreprise, d'experts d'organisations et de diplomates venus des cinq continents. Ce prix international est destiné à honorer les entreprises et institutions qui font preuve d'un engagement exceptionnel et déploient des efforts continus pour améliorer leurs résultats en matière de gestion de la qualité. "Ce sacre intervient après une série de résultats positifs enregistrés par l'entreprise, et grâce à une vision stratégique résolument tournée vers l'avenir. Il témoigne de la quête incessante du secteur de la Poste et des Télécommunications visant à élever les performances opérationnelles de l'entreprise aux rangs des normes internationales, soutenue par une innovation technologique de pointe", ajoute l'opérateur. Cela s'est clairement traduit par le lancement de la technologie Wi-Fi 7, ainsi que par des offres de fibre optique jusqu'au domicile (FTTH) de haute qualité et compétitives au niveau continental. Cette dynamique s'appuie également sur le placement de la satisfaction client au cœur de ses priorités, et le renouvellement de sa certification de conformité ISO 9001:2015 au début de l'année 2026. De plus, ce succès est lié à la contribution de l'entreprise à l'organisation du sommet GLOBAL AFRICA TECH, en collaboration avec le ministère de la Poste et des Télécommunications, qui s'est tenu en Algérie début 2026 sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Cet acquis, indique la même source, est le fruit du travail acharné de nos équipes qui s'efforcent, à travers l'innovation, de fournir une connectivité transfrontalière à l'ensemble des citoyens, tout en renforçant la position de l'Algérie en tant que pôle technologique de premier plan sur le continent africain.

Le ministère de l'Éducation nationale a publié ce lundi un communiqué détaillant les préparatifs et les mesures organisationnelles mises en place afin d'assurer le bon déroulement de l'examen du baccalauréat, session 2026. Dans ce cadre, le ministère annonce que « les centres d'examen seront ouverts à l'entrée des candidats de 07h15 à 08h00 pour les épreuves du matin, au lieu de 07h30, et de 13h45 à 14h30 pour les épreuves de l'après-midi, au lieu de 14h00 ». Le communiqué précise également que « le calendrier des épreuves demeure in-

## BACCALAURÉAT 2026

# Le ministère précise les nouvelles dispositions d'accès aux centres d'examen

changé », mettant ainsi fin à toute spéculation concernant une éventuelle modification des horaires ou de la programmation des examens. Par ailleurs, le ministère rappelle aux candidats l'obligation « de respecter les règles en vigueur au sein des centres d'examen ». À ce titre, il souligne la « nécessité de remettre les téléphones portables ainsi que tout appareil de communication électronique ou de stockage et de récupération d'informations aux membres de la cellule d'accueil lors de l'entrée au centre d'examen », afin d'éviter les sanctions prévues

en cas de non-respect de cette réglementation. Enfin, le ministère de l'Éducation nationale appelle l'ensemble des candidats « à faire preuve de discipline et de responsabilité ». Il les invite à « respecter ces mesures organisationnelles et les règles appliquées dans les centres d'examen », dans le but de garantir « le bon déroulement des épreuves dans un climat de calme, de discipline, de transparence et d'égalité des chances entre tous les candidats ».

R E.

## ALGER

## Mise en service de plusieurs projets pour fluidifier la circulation routière

Plusieurs projets destinés à faciliter les déplacements des citoyens et à fluidifier la circulation routière ont été mis en service dans la wilaya d'Alger, dans le cadre de la concrétisation du Plan jaune de la vision stratégique pour le développement et la modernisation de la capitale, indique lundi un communiqué des services de la wilaya. Il a ainsi été procédé à "la mise en service de la pénétrente reliant la RN 63, entre les communes de Douera et Khraicia, à la deuxième rocade, au niveau du stade Chahid Ali-Ammar de Douera" et à "l'ouverture à la circulation d'un tronçon du projet de dédoublement de la RN 36 reliant les communes de Baba Hassen et Ouled Fayet",

précise la même source. Il a également été procédé à "l'ouverture d'un nouvel ouvrage d'art dans la localité d'El Bridja dans les deux sens, en direction de Staoueli et de Zéralda, au titre du projet d'extension des voies d'accès à la zone d'expansion touristique de Sidi Fredj et du carrefour menant au complexe touristique de Zéralda", ajoute le communiqué, soulignant que "cette réalisation vise à éliminer les points de croisement et à fluidifier la circulation routière". Ces projets s'inscrivent dans le cadre des "efforts continus visant à moderniser les infrastructures et à améliorer les conditions de déplacement des citoyens", conclut le communiqué.

R E.

### CONCOURS "ETOILE MONTANTE" Prolongation exceptionnelle du délai de participation au 30 juillet prochain

Le délai de participation à la 3ème édition du concours "Etoile montante" lancé par "Ooredoo", est prolongé exceptionnellement au 30 juillet 2026, afin d'offrir une opportunité supplémentaire aux participants, annonce, lundi, l'opérateur de téléphonie mobile dans un communiqué. "Cette décision intervient après approbation du jury en réponse aux nombreuses demandes émanant d'étudiants n'ayant pu finaliser ou soumettre leurs travaux dans les délais initialement prévus", précise la même source, rappelant que la thématique du concours est : "l'intelligence artificielle et l'avenir de l'information en Algérie", celle-ci étant "au cœur des mutations technologiques et médiatiques actuelles". Le concours est ouvert aux étudiants souhaitant concourir à titre individuel et chaque participant peut présenter une seule contribution, en arabe, en français, en anglais ou en tamazight, ajoute l'opérateur, faisant savoir que les conditions de participation et le règlement intérieur du concours sont consultables sur son site web, dans la rubrique "Tous sur Ooredoo", sous-rubrique "Etoile montante". "Ooredoo" met, à ce titre, à la disposition des postulants une plate-forme numérique accessible via le lien <https://ore.do/etoile-montante-participation>, et les informe que les dossiers peuvent être adressés par courrier électronique à l'adresse : [etoilemontante@ooredoo.dz](mailto:etoilemontante@ooredoo.dz).

APS

## SKIKDA

### Ouverture des 8<sup>e</sup> Journées médico-chirurgicales dédiées aux implants cochléaires

L'établissement public hospitalier (EPH) Abderrezak-Bouhara de Skikda abrite depuis lundi les 8èmes Journées médico-chirurgicales dédiées à la pose d'implants cochléaires à des enfants malentendants. Ces journées, qui se poursuivront jusqu'au 4 juin, seront marquées par la pose d'implants cochléaires à sept (7) enfants malentendants de la wilaya de Skikda, a indiqué Salah Tougari, président de l'association des "amis du malade" initiatrice de cet événement médical en coordination avec l'EPH Abderrezak-Bouhara. M. Tougari a précisé, dans une déclaration à

l'APS, que toutes les dispositions ont été prises pour assurer le succès de cette manifestation avec, notamment, la mise à disposition de salles d'opération au sein de l'EPH où les interventions seront effectuées sous la supervision du Pr Karim Messaoudi, spécialiste en oto-rhino-laryngologie (ORL) à l'hôpital d'Ouargla. Le président de l'association des "amis du malade" a ajouté que les enfants qui bénéficieront d'implants cochléaires, âgés de 2 à 13 ans, s'étaient inscrits auprès de l'association, avant de rappeler que cette initiative, lancée en 2017, a bénéficié à 64 enfants.

## Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية  
MINISTRE DU COMMERCE INTERIEUR  
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري  
MINISTRE DE L'AGRICULTURE,  
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 01 جوان 2026  
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 01 Juin 2026

Produits	Prix du détail <sup>1</sup>		أسعار التجزئة <sup>2</sup>		المنتجات
	DA / Kg		دج / كلف		
	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	71	80	63	البطاطا
	Tomate	102	117	88	الطماطم
	Oignon sec	88	99	77	البصل الجاف
	Ail sec	670	762	578	الثوم الجاف
	Ail vert	220	243	196	الثوم الاخضر
	Carotte	113	126	100	الجزر
	Navet	113	126	99	اللفت
	Petit pois	201	224	178	الجنباية
	Fève verte	98	109	88	الفول الاخضر
	Courgette	91	103	79	الكوسة
Fruits frais	Haricot vert	227	252	202	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	119	134	104	الخس
	Pomme locale	564	669	460	التفاح المحلي
	Datte	489	617	362	التمر
Produits d'origine animale	Banane	515	532	498	الموز
	Melon	140	159	121	البطيخ الاصفر
	Pastèque	87	102	73	البطيخ الاحمر
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1987	2117	1856	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	375	386	365	الدجاج
	Œufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	97	103	91	حليب البقر (لتر)

## Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	344,00	NC	0,00	-0,17	-11,12	6,07	10,17	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPEMENT LOCAL	BDL	1 397,00	1398,00	0,07	0,17	-0,73	8,99	5,56	2600	3 634 800,00
BIOPHARM	BIO	2 506,00	2510,00	0,16	0,17	1,28	6,67	6,37	20	50 200,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 070,00	2070,00	0,00	-0,63	-7,50	9,87	6,04	2000	4 140 000,00
EGH El Aouess	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-4,50	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	445,00	NC	0,00	-0,63	8,35	4,21	4,72	0	0,00

## ÉCONOMIE NUMÉRIQUE ALGÉRIENNE

**Les indicateurs sont au vert**

*Dans sa dernière évaluation, la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) met en lumière les avancées enregistrées par l'écosystème numérique algérien. Porté par l'amélioration continue de la connectivité et l'essor de l'offre locale, le commerce électronique s'affirme progressivement comme l'un des leviers de la diversification économique du pays.*

Par Selma R.

Dans un contexte marqué par une croissance économique de 4,1 %, les pouvoirs publics poursuivent leurs efforts pour renforcer les secteurs hors hydrocarbures. La transition numérique occupe une place centrale dans cette stratégie. Selon la CNUCED, le marché algérien du commerce électronique représente désormais près de 262 milliards de dinars, soit environ 1,9 milliard de dollars, confirmant son importance croissante dans l'économie nationale. Cette dynamique se reflète dans l'évolution du tissu entrepreneurial. À fin mars 2024, le nombre de commerçants inscrits au Centre national du registre du commerce (CNRC) a atteint 3 988 opérateurs, enregistrant une croissance annuelle moyenne de 92 % depuis 2020. Dans le même temps, le nombre de sites marchands homologués pour le paiement électronique s'est élevé à 510 à fin mai 2024. Cette progression contribue à renforcer la confiance des consommateurs et à diversifier les canaux d'achat, que ce soit via les sites marchands, utilisés par 31,8 % des internautes, ou à travers les réseaux sociaux, privilégiés par 47,4 % d'entre eux.

**Des infrastructures numériques performantes**

Le développement du commerce électronique repose sur des infrastructures de télécommunications en constante amélioration. L'Algérie se classe aujourd'hui au deuxième rang africain en matière d'accessibilité financière à l'Internet mobile.

En 2023, 76,9 % de la population utilisait Internet, tandis que les taux de pénétration de la téléphonie mobile et de l'Internet mobile atteignaient respectivement 112 % et 104 %, des niveaux supérieurs aux moyennes mondiales. Les investissements réalisés dans le secteur ont également permis une progression significative de la capacité de la bande passante internationale, passée de 1,5 Tbps en 2020 à 9,8 Tbps en 2023.

Parallèlement, le déploiement de la fibre optique jusqu'au domicile se poursuit et représente désormais 23 % des abonnements à l'Internet fixe. L'essor du commerce électronique s'appuie également sur une chaîne logistique de plus en plus performante. Algérie Poste assure 45,7 % des expéditions nationales liées aux achats en ligne, tandis que sa filiale EMS Champion Post prend en charge 38,1 % des livraisons transfrontalières. Cette dynamique est renforcée par l'activité croissante des entreprises privées spécialisées dans la livraison express. Le secteur financier accompagne lui aussi cette transformation.

L'Algérie compte aujourd'hui 17,5 millions de comptes bancaires et 29,7 millions de comptes courants postaux. Le parc des cartes de paiement CIB et Dahabia a atteint 19,8 millions d'unités à fin 2024, en hausse de 20,2 % sur un an. Dans le même temps, le volume des paiements électroniques a progressé en moyenne de 87 % par an au cours des cinq dernières années. Les transactions liées au commerce électronique sont ainsi passées de 4,4 millions en 2020 à 12,9 millions en 2024.

**Un cadre favorable à la poursuite de la croissance**

Pour accompagner cette évolution, l'Algérie a progressivement renforcé son cadre réglementaire. Celui-ci repose notamment sur la loi n°18-05 relative au commerce électronique, les dispositifs de lutte contre la cybercriminalité ainsi que les mécanismes de protection des données personnelles mis en œuvre par l'Autorité nationale de protection des données à caractère personnel (ANPDP). De nouveaux textes, dont une loi globale sur le numérique et la stratégie nationale de cybersécurité 2025-2029, devraient consolider davantage cet environnement. Le développement des compétences constitue un autre facteur de soutien à cette dynamique. Les universités et les établissements spécialisés, à l'image de l'ESGEN, intègrent progressivement des formations dédiées à l'économie numérique. Les porteurs de projets bénéficient également d'un écosystème d'accompagnement structuré autour du ministère des Start-up et de l'Économie de la connaissance, avec l'appui de l'Algerian Startup Fund (ASF) et des fonds de garantie. Avec le développement des paiements par QR Code à travers le dispositif « Switch mobile » et les opportunités offertes par le Protocole du commerce numérique de la ZLECAF, l'Algérie dispose de solides atouts pour renforcer son marché numérique et accroître progressivement sa présence dans le commerce électronique régional.

## ÉROSION, POLLUTION, URBANISATION ANARCHIQUE

**Les nouveaux défis du littoral algérien**

Par Réda Hadi

À l'approche de la saison estivale, la préservation du littoral algérien s'impose comme un enjeu majeur face aux multiples pressions qui menacent cet espace stratégique. Avec ses 2.148 kilomètres de côtes méditerranéennes, l'Algérie dispose d'un patrimoine naturel exceptionnel, essentiel au développement du tourisme, de la pêche, de l'économie bleue et des investissements. Toutefois, ce potentiel demeure fragilisé par les effets conjugués des changements climatiques, de la pollution et de l'urbanisation anarchique. Invitée de la Radio nationale, Salem Cherif Yousra, cheffe du département Environnement et Aménagement à l'École nationale supérieure des sciences de la mer et de l'aménagement du littoral (ENSSMAL), a dressé un constat préoccupant de la situation. Selon les données du ministère de l'Environnement, le littoral algérien est constitué de falaises, de côtes rocheuses, de plages et de systèmes dunaires. Bien qu'il ne représente qu'environ 4 % de la superficie nationale, il concentre une part importante de la population, des infrastructures portuaires, des activités industrielles et des projets touristiques.

Cette forte concentration d'activités humaines exerce une pression croissante sur des écosystèmes particulièrement

fragiles. Parmi les principales préoccupations figure le manque de culture écocitoyenne. Les déchets abandonnés sur les plages, les rejets sauvages et le non-respect des règles environnementales continuent de dégrader les espaces côtiers et la qualité des eaux marines. Selon l'experte, les conséquences de ces comportements affectent directement les citoyens, notamment à travers les risques sanitaires liés à la pollution marine.

Le littoral subit également les effets du changement climatique. La hausse des températures de l'air et de la mer, l'acidification des eaux, la diminution des précipitations et la multiplication des phénomènes météorologiques extrêmes modifient progressivement les équilibres naturels. Les tempêtes maritimes, plus fréquentes qu'auparavant, provoquent des dégâts sur les infrastructures côtières et les installations portuaires, tandis que plusieurs épisodes de submersion marine observés ces dernières années illustrent la vulnérabilité croissante des zones littorales.

La pollution marine constitue une autre menace majeure. Les rejets domestiques et urbains insuffisamment traités favorisent l'enrichissement excessif des eaux en nutriments, entraînant la prolifération d'algues susceptibles d'altérer la qualité des eaux de baignade et de présenter des risques pour la santé. À cela

s'ajoute la pollution plastique, dont les déchets se dégradent progressivement en microplastiques qui contaminent durablement les écosystèmes marins. L'urbanisation anarchique représente également un défi de taille. Les constructions implantées à proximité immédiate du rivage perturbent les mécanismes naturels de transport des sédiments et accélèrent l'érosion côtière. En modifiant les mouvements du sable sous l'action des vagues et des courants, ces aménagements contribuent à la réduction progressive des plages, menaçant à terme aussi bien l'environnement que les activités économiques qui en dépendent. Face à ces défis, la spécialiste plaide pour une gestion intégrée des zones côtières reposant sur une meilleure coordination entre les secteurs de l'environnement, de l'habitat, du tourisme, des transports, de l'industrie et des collectivités locales. Si la législation algérienne encadre déjà la protection du littoral, son application rigoureuse demeure essentielle. La préservation de ce patrimoine naturel ne relève toutefois pas uniquement des pouvoirs publics : elle exige également l'implication des citoyens, des investisseurs et de l'ensemble des acteurs concernés afin de concilier développement économique et protection durable des écosystèmes côtiers.

## DYNAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT DE L'ALGÉRIE

**Un bilan 2025 remarquable**

L'année 2025 confirme la dynamique de développement engagée par l'Algérie, portée notamment par un partenariat stratégique avec le Système des Nations unies (SNU). Le Rapport annuel récemment publié met en évidence des avancées significatives sur les plans économique, social et environnemental, soutenues par une gestion rigoureuse des ressources et des projets innovants à fort impact local. Sur le plan macroéconomique, l'Algérie poursuit sa trajectoire de croissance avec un produit intérieur brut (PIB) en hausse de 3,7 %. Plus révélateur encore, la croissance hors hydrocarbures atteint 4,8 %, illustrant les progrès réalisés en matière de diversification économique. Les politiques publiques mises en œuvre ont également contribué à stabiliser l'inflation autour de 4 %, tandis que le taux de chômage a reculé à 9,7 %. Les indicateurs sociaux demeurent également solides. Les transferts sociaux représentent 37,1 % du budget national, traduisant la volonté de l'État de préserver le pouvoir d'achat et de renforcer la cohésion sociale. Cette orientation se reflète notamment dans le taux de scolarisation de 97,1 % des enfants âgés de 6 à 15 ans. Avec un indice de développement humain de 0,763, l'Algérie consolide ainsi son rang parmi les pays à développement humain élevé. L'innovation et la valorisation des ressources locales apparaissent désormais comme des leviers essentiels de la transformation économique. Dans le cadre de la coopération pour le développement durable 2023-2027, plus de 3,93 millions de dollars ont été consacrés au développement des secteurs industriel et agricole. Cette dynamique s'est notamment traduite par l'enregistrement de deux nouvelles marques collectives, le Tapis de Babar et le Miel de Chechar, ainsi que par le déploiement d'une stratégie de valorisation dédiée à la datte Deglet Nour de Tolga. L'entrepreneuriat social connaît lui aussi un essor notable. Pas moins de 108 entreprises sociales ont été créées ou renforcées dans 12 wilayas, générant 164 emplois directs et accompagnant 673 organisations. Dans le secteur agricole, l'introduction de la télédétection satellitaire dans la plaine de la Mitidja contribue à une gestion plus efficiente des ressources en eau et à une meilleure adaptation aux contraintes climatiques.

Le secteur de la santé figure parmi les principaux motifs de satisfaction. L'organisation à Alger d'une conférence ministérielle africaine a débouché sur l'adoption de la « Déclaration d'Alger », signée par 29 pays, avec l'ambition de faire de l'Algérie un pôle régional de production pharmaceutique. Cette initiative a déjà permis la signature d'accords d'exportation de produits pharmaceutiques algériens d'une valeur de 10 millions de dollars. Dans le même temps, le système national de santé a assuré la vaccination de 4,4 millions d'enfants contre la poliomyélite. La transition environnementale a également enregistré des avancées importantes. Grâce à un financement de 4,32 millions de dollars mobilisé par les Nations unies, plusieurs programmes ont été lancés pour former les cadres nationaux aux technologies vertes et à la détection satellitaire des émissions de méthane. Par ailleurs, 125 jeunes ont été mobilisés dans les wilayas d'El Bayadh et de Béchar dans le cadre des opérations de réhabilitation du Grand Barrage Vert.

Ces résultats s'appuient également sur l'amélioration continue de l'efficacité opérationnelle des agences onusiennes présentes en Algérie. La mise en œuvre de la Business Operations Strategy a atteint l'ensemble de ses objectifs. La mutualisation de 29 services administratifs a permis de générer une économie de près de 280 000 dollars en 2025, portant les économies cumulées à plus de 1,2 million de dollars sur les cinq dernières années. Fort de ces acquis et de partenariats financiers importants, notamment avec l'Union européenne qui a mobilisé 22,7 millions de dollars et l'Espagne avec 9,8 millions de dollars, le pays aborde l'année 2026 avec des bases renforcées pour poursuivre ses ambitions de diversification économique, de transition durable et de développement inclusif.

R. H.

## DJELFA

**Réception de deux ouvrages d'art dans le cadre du projet de dédoublement de la rocade de la ville**

Deux (2) ouvrages d'art réalisés dans le cadre du projet de dédoublement et de renforcement de la rocade-Est de la ville de Djelfa ont été récemment reçus, à-on informé dimanche auprès de la Direction locale des travaux publics.

Ces deux (2) ouvrages d'art contribueront à améliorer la fluidité du trafic sur l'axe de la rocade -Est de Djelfa, qui font également l'objet d'un projet de modernisation et d'augmentation de sa capacité sur un linéaire de plus de 10 km, dont les travaux avancent à un rythme soutenu, a indiqué le directeur du secteur, Adel Lechheb.

Ce projet de modernisation de la rocade -Est de Djelfa devrait être reçu durant l'année en cours, a-t-il ajouté, assurant qu'il aura un impact notable sur la fluidité de la circulation des poids lourds en dehors du tissu urbain et permettra de renforcer le réseau routier grâce aux raccordements avec les principaux axes nationaux, étant directement relié aux RN 1 et 46. Inscrit au titre du programme de développement complémentaire, le projet de dédoublement de la rocade -Est de la ville de Djelfa a retenu d'une enveloppe de plus de 1,7 milliard de DA.

A noter que la Direction des travaux publics travaille à l'achèvement de plusieurs projets inscrits au programme de développement complémentaire, au titre dont le secteur a fait partie d'une enveloppe de plus de 50 milliards de DA.

Dans ce cadre, un tronçon de 16 kilomètres du projet de dédoublement de la RN1, dépendant de Djelfa à Laghouat, a été récemment mis en service.

APS

## ORAN

**Une production de plus de 410 quintaux de miel attendue durant la campagne agricole en cours**

Une production d'environ 413 quintaux de miel, toutes variétés confondues, est attendue dans la wilaya d'Oran au cours de la campagne agricole 2025-2026, à-on informé, dimanche, auprès de la direction des Services agricoles (DSA).

La responsable de la production animale à la DSA, l'ingénieure en chef Sabrina Hireche, a indiqué à l'APS que ce niveau de production devrait être atteint grâce aux conservés dans la wilaya pendant la saison en cours, qui ont favorisé le développement du couvert végétal dont les abeilles dépendent pour la collecte du nectar et la production de miel. Elle a ajouté que la production de miel enregistrée lors de la précédente campagne agricole s'élevait à 283,14 quintaux, alors que les prévisions tablaient sur environ 421 quintaux. Elle a précisé que cette baisse de production était principalement due aux effets de la sécheresse, qui avaient contraint de nombreux apiculteurs à déplacer leurs ruches vers des régions disposant de sources de nectar et

de pâturages naturels. La filière apicole connaît également un intérêt croissant dans la wilaya d'Oran durant la campagne en cours. Environ 70 personnes ont suivi de formations organisées par la Chambre d'agriculture de la wilaya et le Centre de formation agricole de Misserghine, sous l'encadrement de spécialistes, afin de leur transmettre des connaissances et des techniques modernes permettant d'améliorer la production tant en quantité qu'en qualité. Le secteur agricole de la wilaya dispose actuellement de 6.279 ruches, dont 6.239 ruches modernes utilisant des caisses de type moderne et 40 ruches traditionnelles recourant à des méthodes d'élevage classiques, notamment à base de la plante dénommée « Kelkha », fait savoir la même

source. L'apiculture est principalement pratiquée dans les zones montagneuses de la wilaya, notamment celles riches en jujubiers sauvages (Sedra), ainsi que dans les vergers d'agrumes, notamment les orangers, qui constituent l'une des principales sources de production de miel dans la région. Il convient de rappeler qu'un projet scientifique a été lancé, récemment, au niveau de la Chambre d'agriculture d'Oran afin d'améliorer le patrimoine génétique de l'abeille algérienne locale. Cette initiative vise à accroître la productivité du miel, à améliorer sa qualité et à renforcer la capacité d'adaptation des abeilles locales aux conditions climatiques difficiles rencontrées dans différentes régions du pays.

R.E

## M'SILA

**Production prévisionnelle de plus de 955.000 quintaux de céréales**

La campagne moissons-battage de l'actuelle saison agricole (2025-2026) a démarré dans la wilaya de M'sila avec des prévisions de production de plus de 955.000 quintaux de différentes variétés de céréales, a indiqué, dimanche, la directrice des services agricoles. Mme Mounira Maârouf a précisé, dans une déclaration à l'APS, que la récolte de cette année, effectuée sur une superficie de plus de 64.000 hectares, sera constituée de 277.120 quintaux de

blé dur, 543.650 quintaux d'orge, 56.180 quintaux d'avoine, 77.590 quintaux de blé tendre et 537 quintaux de triticales. Ces chiffres présentent "une augmentation considérable" appréciée à la saison précédente ponctuée par une production de 500.000 quintaux de céréales toutes variétés confondues, selon Mme Maârouf qui a expliqué cette croissance s'explique par plusieurs facteurs dont les fournisseurs importants durant les derniers mois et l'accompa-

gnement des céréaliculteurs par les autorités locales au travers des programmes de raccordement aux réseaux de gaz et d'électricité, d'ouverture de pistes et l'octroi d'autorisations de fonçage de fonçage de. Les services agricoles ont tracé, en coordination avec les différents intervenants, un plan spécial pour le succès de la campagne moissons-battage, marqué par la mobilisation de 438 moissonneuses batteuses, l'organisation de sessions de formation pour les conducteurs de mois-

sonneuses, l'accompagnement technique des céréaliculteurs et la sensibilisation contre les risques d'incendies de champs, a ajouté la même responsable. Pas moins de 12 points de collecte de la récolte, offrant une capacité globale de 989.000 quintaux (susceptible d'être augmentée de 200.000 quintaux supplémentaires en cas de besoin) ont été mobilisés dans la wilaya durant cette campagne, a ajouté la même source.

Agence

## TISSEMSILT

**Production prévisionnelle de plus de 450 qx de miel**

Une production de plus de 450 quintaux de miel est prévue dans la wilaya de Tissemsilt au cours de la campagne agricole en cours, a indiqué dimanche la cheffe du service de la Production et de l'Appui technique à la direction des Services agricoles (DSA), Mme

Amiar Hadjila. La responsable a précisé que cette production devrait être assurée par près de 60 apiculteurs recensés par la DSA, disposant d'un cheptel de plus de 8.800 ruches. Selon la même source, le volume attendu représente une hausse d'envi-

ron 50 quintaux par rapport à la campagne précédente. Cette progression est obtenue aux retenus dans la région durant la présente saison agricole, où ont favorisé le développement du couvert végétal dont se nourrissent les abeilles. Cette végétation est particulièrement

abondante dans les zones forestières et montagneuses de la wilaya, réputées pour l'activité apicole, notamment dans les communes de Theniet El-Had, Youssoufia, Sidi Boutouchent, Bordj Bounaâma, Beni Chaïb, Beni Lahcen, El-Malâab, Larbaa, Lazharria et Sidi Slimane.

Mme Amiar a souligné que l'abondance attendue de la production de miel, toutes variétés confondues, est susceptible de dynamiser davantage cette filière agricole et d'encourager de nouveaux investisseurs à s'y engager.

R.E

## MÉDÉA

**Des dispositions prises pour améliorer la distribution d'eau potable**

Des dispositions ont été prises, ces derniers jours, à Médéa, en vue d'améliorer la distribution d'eau potable et d'augmenter la fréquence de l'alimentation des foyers, à-on informé, dimanche, auprès de la direction de l'hydraulique.

La disponibilité de cette ressource vitale dans les robinets des ménages, qui constitue une priorité pour le secteur de l'hydraulique, a connu, au cours des derniers jours, une "nette", grâce à la mise en place d'un nouveau planning ayant permis de réduire la durée de fréquence de la distribution d'eau potable, a fait savoir le directeur de l'hydraulique, Nasse-

reddine Bechani. Selon ce responsable, la fréquence de la distribution de l'eau potable au niveau des grandes agglomérations urbaines comme Médéa, Berroughia, Beni-Slimane et Tablat est passée de 1j/6 à 1j/3, voire moins dans de nombreuses communes.

Cette est due, d'une part, à l'adoption d'un nouveau planning de distribution et grâce, d'autre part, aux apports supplémentaires en eau potable assurés à partir des barrages de Kouidiata Acerdoune (Bouira), de la prise d'eau de la "Chiffa", du champ captant de Berrine et du barrage de "Ghrib" (Ain-Defla), at-il expliqué.

Ainsi, le volume d'eau transféré à partir du barrage de Kouidiata-Acerdoune est passé de 85.000 M3, tous les trois jours, à environ 200.000 M3, pour la même période, tandis que la production d'eau potable au niveau de la prise d'eau d'Oued-Chiffa, nord de Médéa, a augmenté de plus de 2000 M3/jour pour atteindre un volume quotidien de 12.000 M3/j, réservé exclusivement à la commune de Médéa, at-il détaillé.

Onze communes, dont Médéa, bénéficient de l'apport supplémentaire de 40.000 M3/j provenant du barrage de "Ghrib", portant à près de 130.000 M3/j le volume global d'eau potable destiné à

l'alimentation des foyers de ces onze communes du centre et de l'ouest de Médéa, a ajouté M. Bechani. L'apport en eau potable du champ captant de Berrine (Djelfa) s'élève à 18.000 M3/j et alimente plus de 300.000 habitants répartis sur 11 communes du sud-est et du sud-ouest de la wilaya, a encore précisé le directeur de l'hydraulique.

Ces mesures visent à sécuriser l'alimentation en eau potable des foyers de la wilaya pendant la période estivale qui enregistre des photos de consommation de ce précieux liquide, a souligné M. Bechani.

APS

# Sécurité alimentaire et agriculture durable en Algérie

1<sup>ère</sup> partie

Le Sommet mondial de l'alimentation de 1996 a défini la sécurité alimentaire comme suit : « La sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active »<sup>1</sup>. Lors de sa réforme en 2009, les quatre piliers de la sécurité alimentaire sont devenus : la disponibilité, l'accessibilité, l'utilisation, la stabilité (plus récemment, l'environnement adéquat à l'acte alimentaire).

**Dr Zoubir Sahli,**

Agroéconomiste et Consultant Expert  
Alger, le 31.05.2026

**A**insi, pour la disponibilité et la stabilité, il est nécessaire de produire de la nourriture, grâce à une agriculture de préférence durable. Tout cela à travers des conceptions et des pratiques qui visent à produire sans détruire, consommer sans gaspiller, utiliser des techniques et des moyens en rapport avec les besoins des hommes et l'équilibre des écosystèmes. Mais on sait tous que ce n'est pas facile, ni à la portée de tout le monde, vu l'impressionnante pression humaine sur les ressources naturelles, induite elle-même par une explosion démographique et des besoins alimentaires de plus en plus importants et variés. La sécurité alimentaire est surtout un concept galvaudé, destiné à vouloir faire croire qu'avec seulement l'accessibilité et, parfois, la disponibilité, on peut satisfaire des besoins et une demande sans trop s'occuper de l'offre, surtout de l'offre locale et donc de production agricole et d'agriculture durable.

## Sécurité alimentaire et agriculture durable en Algérie :

En terme d'accessibilité, pour les produits de base qui constituent plus de 60% de la ration alimentaire (eau potable, farine de blé tendre et lait en sachet, mais aussi pour la semoule de blé dur, le sucre et l'huile végétale et, parfois des produits comme les légumes secs ou la pomme de terre), il n'y a en principe pas de problèmes, au moins pour les produits agricoles et alimentaires soutenus par l'Etat dans le cadre d'une stratégie globale tendant à faire atteindre l'ensemble des Algériens à des niveaux alimentaires et nutritionnels respectables (en Algérie en moyenne plus de 3.500 kcalories, 50 grammes de protéines, 50 grammes de lipides).

La disponibilité est déterminée en grande partie par d'abord une offre en produits importés vu l'importance des besoins exprimés par une population à forte croissance. La forte dépendance du marché international concerne une gamme variée de produits alimentaires, mais surtout des produits de base entrant dans l'alimentation des Algériens et qui font l'essentiel de leur modèle de consommation et leur actuel régime alimentaire (semoule de



## Bio express

Dr Zoubir Sahli est ingénieur agronome, titulaire d'un Master of Science (MSc) et d'un doctorat en économie rurale et agroalimentaire. Universitaire et enseignant-chercheur, il est spécialisé dans les domaines du développement agricole et agroalimentaire, du développement durable et du développement local.

Consultant expert, chargé d'études et de recherches, il a coordonné de nombreux projets et programmes de développement et dirige le bureau-conseil AgroDevDZ. Il collabore avec plusieurs organisations internationales, notamment la FAO, le PNUD, la GIZ et le Plan Bleu. Très impliqué dans les réseaux scientifiques et associatifs méditerranéens, il est membre de MEDFORUM, membre fondateur du RAFAC (Réseau Agricultures Familiales Comparées) et du réseau ALMAE (Maghreb-Machrek sur l'eau).

blé dur, farine de blé tendre, légumes secs, poudre de lait, huiles de graines, viandes rouges, sucre, café, mais aussi, indirectement, tourteaux de graines oléagineuses, mais, intrants pour aliments de bétail et semences améliorées....).

Elle est déterminée aussi par une offre en production locale (représentant selon les années 30 à 50% des besoins exprimés). Une partie de cette production locale est satisfaite par des productions extensives (blé dur, orge, blé tendre, produits oléicoles, dattes, petit maraichage, viande ovine et cameline), dans le cadre d'une agriculture familiale assimilée à une agriculture plus ou moins durable. L'autre partie est satisfaite par des productions intensives et parfois hyper intensives (produits avicoles souvent hors sol, produits maraichers, arboricoles et viticoles, pomme de terre, lait et produits laitiers et, plus récemment cultures industrielles....), dans le cadre de systèmes de production dits modernes à « rendements élevés », utilisant des hybrides de semences sélectionnées, des embryons animaux, des engrais chi-

miques, des pesticides et des technologies nouvelles (souvent importés), dans le cadre de systèmes de production agricole non durables.

Or, même si selon le Global Food Security Index (GFSI), l'Algérie figure 68e au classement global des 113 pays en 2022, avec des avancées en matière d'accessibilité et de disponibilité alimentaire, la satisfaction de la demande par une offre interne, issue des deux systèmes de production, reste largement en deçà des prévisions en termes de sécurité alimentaire durable. Et ce malgré les grands efforts faits pour augmenter l'offre, notamment en produits de base.

Par ailleurs et toujours selon le GFSI, l'augmentation de plus de 30 % du coût des aliments ces dernières années va peser sur le budget de l'Etat, puisque l'essentiel des produits alimentaires et intrants agricoles est importé ; on peut le craindre aussi sur pouvoir d'achat des ménages.

Du côté de l'offre et selon le Food Sustainability Index (FSI), avec un classement de 73e sur 78, l'Algérie présente encore des faiblesses en agriculture durable et en gestion des pertes alimentaires. Certes les programmes lancés récemment, notamment dans le grand sud, semblent aller vers une évolution positive de l'offre globale, mais il est à craindre que les systèmes soutenus et mis en œuvre ne vont pas dans la même direction d'une agriculture et donc d'une offre alimentaire locale durable.

## Le paradigme agronomique et le concept d'agriculture durable : application au cas algérien :

L'agronomie a toujours été une science de système, son raisonnement se fait de manière horizontale et territoriale et non verticale et sectorielle, y compris lorsqu'on raisonne en terme de filières de produits. Les nouvelles données nous apprennent chaque jour que les sciences agronomiques sont étroitement liées aux contextes écologique, social, économique et géostratégique. Mais en Algérie, les programmes de formation, de recherche et de développement de l'agriculture ainsi que les pratiques sont tout à fait autres. Aller vers une « agriculture durable », c'est donc réviser notre paradigme agronomique, l'articuler et l'adapter aux conditions réelles des espaces et des écosystèmes ruraux (qui sont méditerranéens, montagneux, semi-arides, arides et désertiques). Les sciences agronomiques actuelles

enseignent des théories, des techniques et des pratiques qui sont beaucoup plus adaptés aux écosystèmes et aux espaces des pays à climat tempéré, qui sont issues pour la plupart des modèles d'agriculture « minière », introduits pendant l'ère coloniale, pour « produire toujours plus », pour plus de surplus et plus d'exploitation. On est passé ainsi des techniques « extractives » à des techniques de « dry farming » dans les systèmes de grandes cultures, puis à des techniques de « ranching » pour les élevages extensifs de bovins et des élevages « hors sol » pour l'aviculture industrielle, puis à la pisciculture et à la pisciculture en eau douce, pour enfin découvrir avec envi « la grande mise en valeur hydro-agricole » dans les régions désertiques. Les techniques utilisées (qui ont été à peine améliorées) sont des techniques « non durables ».

Le paradigme agronomique (qui veut dire formation, recherche, vulgarisation et pratiques agronomiques) a en fait peu changé. Il s'est même fourvoyé puisqu'il incite à consommer plus de terre, énormément d'eau, trop d'énergie fossile et d'intrants chimiques, dans un contexte de tension sur les ressources naturelles et de nécessaire adaptation au changement climatique. Avec ce paradigme agronomique, on a donc inventé l'agriculture dite « moderne » qui va bousculer encore plus les écosystèmes pour fabriquer des agro écosystèmes artificiels, tout cela pour officiellement nourrir plus de bouches, mais surtout fabriquer de nouveaux besoins et gagner plus d'argent.

Pour assurer des rations alimentaires de plus en plus riches et de plus en plus élevées et donc un minimum de « sécurité alimentaire », on a fait appel (et on continue à faire appel) à une agriculture non paysanne, parfois à une agriculture sans paysans, une agriculture à la fois extensive - sur de très grandes surfaces - et intensive, consommant plus d'intrants mécaniques et chimiques, basée sur l'apport de capital et l'injection de plus d'énergie fossile.

(A suivre)

## Notes

- 1 Moussaoui, Abdelhakim (2025). « L'agriculture durable, levier de la sécurité alimentaire en Algérie », in Etudes Caribéennes, Avril-Aout
- 2 Malassis, Louis (2006). « Ils vous nourriront tous, les paysans du monde si... », Edit. CIRAD-INRA
- 3 FAO : Sommet mondial de l'alimentation, 1996

SYRIE

## La Banque centrale syrienne prolonge d'un mois le délai pour échanger les anciens billets de banque

Début mai, la Banque centrale de Syrie avait indiqué que le processus de remplacement de l'ancienne monnaie se déroulait à un rythme accéléré.

La Banque centrale de Syrie a décidé de prolonger de 30 jours supplémentaires la période d'échange de la livre syrienne, qui arrivait à échéance fin juin. La Banque centrale a indiqué que la décision prévoit l'échange de toutes les anciennes coupures durant la période de prolongation mentionnée. Elle a appelé toutes les institutions financières agréées à poursuivre l'échange de l'ensemble des anciennes coupures à partir de lundi, selon l'agence de presse syrienne SANA. La Banque centrale avait déjà annoncé au début du mois en cours la prolongation de la période d'échange du 1er au 30 juin prochain, dans le cadre du bon déroulement de l'opération.

Début mai, la Banque centrale de Syrie avait indiqué que le processus de remplacement de l'ancienne monnaie se déroulait à un rythme accéléré, précisant que 56 % des billets avaient déjà été échangés, soit une progression plus rapide que prévu avec le retrait de plus de la moitié de la masse monétaire en circulation. Elle avait ajouté que l'opération était jugée réussie selon les standards adoptés, avec un taux d'avancement élevé atteint en environ quatre mois, et des flux quotidiens compris entre 12 et 13 milliards de livres syriennes, reflétant la confiance des citoyens dans les mesures prises. La Banque centrale a également précisé que la coexistence entre la nouvelle et l'ancienne livre syrienne, dont les coupures étaient émises à l'époque de l'ancien régime de Bachar el-Assad, renversé en décembre 2024, restera en vigueur jusqu'à la fin de la période d'échange.

R I.

OUTRE LA CONSOLIDATION DE L'ENVELOPPE SOCIALE

# L'Égypte va injecter dans son prochain budget 90 milliards pour la production

Le budget de l'État pour l'année 2026/2027 prévoit des recettes de 4 000 milliards de livres (+27,6 %) et des dépenses de 5 100 milliards de livres égyptiennes (+13,2 %). L'État va injecter 90 milliards de livres égyptiennes dans son budget pour l'année fiscale 2026/2027 afin de soutenir la production et l'entrepreneuriat, a annoncé dimanche 31 mai le ministre des Finances Ahmed Kouchouk dans un communiqué.

R I/Agence

« De plus, une somme de 48 milliards de livres égyptiennes sera consacrée au remboursement des charges à l'exportation, tandis qu'environ 7 milliards de livres égyptiennes soutiendront le secteur touristique », a-t-il détaillé.

Ce plan de relance intervient alors que le budget de la santé connaîtra lui une hausse de 30 % et celui de l'éducation de 20 % pour l'exercice à venir, avait annoncé la veille son ministère, pour acter une refonte des priorités sociales.

Kouchouk a également détaillé l'octroi de six milliards de livres égyptiennes de facilités de financement pour les secteurs de la production, cinq milliards pour l'aide aux petites entreprises, cinq milliards de livres égyptiennes pour l'industrie automobile et

deux milliards pour stimuler les industries prioritaires.

« Ce nouveau budget vise à élargir les programmes de soutien à la production, aux exportations de services et de biens, ainsi qu'aux activités de l'entrepreneuriat », a ajouté le ministre en soulignant que l'accent devait être mis sur les secteurs productifs pour maximiser les capacités industrielles et agricoles du pays.

Priorité au social

Selon le communiqué de samedi, la progression globale des dépenses de l'État sera contenue à 13,5 %, mettant ainsi en relief cet effort ciblé sur les secteurs sociaux. Le ministère a précisé qu'une enveloppe de 47,5 milliards de livres égyptiennes, en croissance annuelle de 69 %, serait dédiée aux soins, au soutien de l'assurance mala-

die et aux médicaments. Kouchouk a également précisé que « les secteurs de la santé, de l'éducation et de la protection sociale, ainsi que le soutien à la production et aux exportations figuraient parmi les principales priorités des dépenses publiques ». Le budget de l'État pour l'année 2026/2027 approuvé par le gouvernement prévoit des recettes de 4 000 milliards de livres (+27,6 %) et des dépenses de 5 100 milliards de livres égyptiennes (+13,2 %), selon un communiqué du Conseil des ministres.

Ce plan à long terme intègre également 832,3 milliards de livres égyptiennes pour les programmes de protection sociale. À travers cette trajectoire, le gouvernement égyptien ambitionne de ramener le déficit total à 4,9 % du produit intérieur brut (PIB) d'ici juin 2027, tout en réduisant la dette publique à 78 % du PIB sur la même période.

TUNISIE

## Organisation en avril 2028 de la 5<sup>e</sup> conférence internationale sur le blé

La Tunisie a officiellement reçu, récemment à Bologne en Italie, le flambeau de l'organisation de la cinquième édition de la Conférence internationale sur le blé (IWC5), prévue en avril 2028. La passation a eu lieu lors de la séance de clôture de la quatrième édition de cette conférence, organisée à Bologne du 25 au 29 mai dernier.

Selon un communiqué publié par le consulat de Tunisie à Bologne sur sa page officielle Facebook, la docteure Sarah Ben Mbarek, maîtresse de conférences au Centre régional de recherche en grandes cultures de Béja, a présenté à

cette occasion un exposé sur les préparatifs engagés par la Tunisie pour accueillir cet événement scientifique international de haut niveau.

Elle était accompagnée du docteur Karim Ammar, chercheur au Centre international d'amélioration du maïs et du blé au Mexique. Le choix de la Tunisie par le comité international d'organisation constitue une nouvelle reconnaissance internationale des compétences scientifiques tunisiennes et du rôle du pays dans le domaine de la recherche et du développement agricole. Cette désignation met également

en valeur l'expertise nationale dans les grandes cultures, notamment dans un contexte mondial marqué par des enjeux majeurs liés à la sécurité alimentaire, à l'adaptation au changement climatique et à l'amélioration des variétés céréalières.

La Conférence internationale sur le blé est un événement scientifique majeur né de la fusion de deux rencontres de référence : le Symposium international sur la génétique du blé et la Conférence internationale sur le blé.

Elle réunit de grands experts, chercheurs, décideurs et professionnels afin de débattre des der-

nières avancées dans les domaines de la culture du blé, de la génomique, de la sélection variétale et de l'innovation agricole. La première édition de cette conférence a été lancée à l'initiative du G20 en juillet 2019 à Saskatoon, au Canada.

La capitale chinoise Pékin a ensuite accueilli la deuxième édition en 2022, suivie de Perth, en Australie, pour la troisième édition en 2024. La quatrième édition s'est tenue cette année à Bologne, avant que la Tunisie ne prenne le relais pour organiser l'édition de 2028.

Agence

PLAGE DE NOUAKCHOTT (MAURITANIE)

## Une destination de loisirs privilégiée pendant l'Aïd al-Adha

La plage de l'océan Atlantique dans la capitale, Nouakchott, a connu, pendant les jours de l'Aïd al-Adha, une grande affluence de citoyens et de résidents qui en ont fait une destination privilégiée pour se détendre et passer des moments agréables en famille et entre amis, fuyant la vague de chaleur qui a coïncidé avec l'Aïd, et profitant de la brise marine rafraîchissante et de son atmosphère naturelle.

Le front de mer était rempli de centaines de visiteurs de tous âges, se transformant en un espace animé combinant divertissement et interaction sociale.

La plage a connu une diversité d'activités, notamment des sports de plage, des promenades à dos de chameau et de cheval, du tir traditionnel, ainsi que des séances de thé mauritanien traditionnel "atay", qui ont ajouté une atmosphère de convivialité et de joie au lieu.

Cette affluence croissante reflète l'importance de la plage en tant qu'exutoire

naturel pour les habitants de la capitale et une destination majeure lors des événements et des fêtes, en raison de l'espace généreux qu'elle offre, permettant des opportunités de rencontre, de renforcement des liens sociaux et de consolidation des liens de parenté et d'amitié entre les membres de la communauté.

Dans le cadre des préparatifs à cette grande affluence, les autorités publiques ont intensifié leurs mesures de sécurité et d'organisation sur la plage en effectuant des patrouilles de surveillance et de sécurité. Dans ce contexte, les garde-côtes mauritaniens ont réussi, hier jeudi, à sauver deux jeunes hommes de la noyade et à leur prodiguer les premiers secours nécessaires, ce qui souligne l'importance de la prudence et de la vigilance lors de la fréquentation de la plage, et la nécessité pour les nageurs et les surfeurs de respecter les consignes de sécurité, notamment face aux risques de marée, afin de préserver des vies et de ga-

rantir des moments sûrs et agréables. L'Agence Mauritanienne d'Information a recueilli les avis de plusieurs visiteurs. Sidi Mohamed Ould Khleifa a affirmé que l'ambiance sur la plage était caractérisée par le confort et le plaisir, reflétant un état de calme et de joie parmi les visiteurs qui sont venus en grand nombre pour passer des moments agréables, sous des mesures de sécurité et d'organisation strictes.

De son côté, Mohamed Salem Ould Zein a déclaré que la plage a connu pendant les jours de l'Aïd une forte affluence de citoyens de tous âges, venus se détendre et profiter de l'ambiance maritime, pour le confort psychologique qu'elle procure et l'opportunité de renouveler son énergie.

Il a salué à cet égard les efforts déployés par les autorités publiques et les éléments des garde-côtes pour assurer la sécurité des visiteurs.

À son tour, Cheikh Ould Mohamed a

exprimé sa joie et son soulagement de passer les moments de l'Aïd avec sa famille et ses amis sur la plage, pour l'ambiance relaxante qu'elle offre et l'opportunité de se détendre et de se ressourcer. Il a salué les mesures de sécurité prises pendant la période de l'Aïd, soulignant que les éléments de sécurité ont pris les précautions nécessaires pour assurer la sécurité de tous. Il a également noté la grande préparation des équipes de sauvetage maritime et des garde-côtes déployées le long de la plage pour intervenir en cas de besoin.

Quant à Mme Al-Hamra Mint Ahmed Maouloud, elle a affirmé que ces espaces représentent un exutoire important pour les familles et les jeunes, pour l'ambiance agréable qu'ils procurent et qui contribue au divertissement et à la détente, appréciant en même temps les efforts déployés pour sécuriser le lieu et assurer la sécurité des visiteurs.

Agence

POUR DÉVELOPPER L'IRRIGATION

# Le Kenya discute de coopération avec le Portugal

Au Kenya, comme dans la majorité des pays d'Afrique subsaharienne, l'agriculture est encore majoritairement pluviale. Depuis 2025, Nairobi affirme la volonté de mettre l'irrigation au cœur de sa stratégie de développement du secteur agricole.



Le Kenya explore une collaboration avec le Portugal dans l'irrigation agricole. C'est ce qui ressort d'une rencontre qui s'est tenue le vendredi 29 mai à Nairobi entre Ephantus Kimotho Kimani, secrétaire principal à l'Irrigation, et l'ambassadeur du Portugal près le Kenya, Paulo Neves Pocinho. Selon un communiqué publié par le Département d'État à l'Irrigation, le Kenya souhaite tirer profit de l'expertise et de l'expérience du Portugal dans le développement durable des infrastructures d'irrigation. Les échanges entre les deux parties ont porté sur les possibilités de coopération technique et financière en vue d'appuyer le Plan national d'investissement dans le secteur de l'irrigation (NISIP). « La collaboration proposée vise à soutenir des investissements stratégiques dans la construction de barrages, la mise en place de systèmes fiables de captage d'eau, l'amélioration des infrastructures de transport de l'eau et le revêtement des canaux afin de réduire les pertes d'eau et d'améliorer l'efficacité de l'irrigation. Le partenariat explorera également les opportunités offertes aux investisseurs portugais pour participer au développement de projets d'irrigation à grande échelle par le biais de partenariats public-privé [PPP], ciblant des projets commerciaux

d'irrigation et de production alimentaire destinés à renforcer l'agrobusiness d'entreprise et à accroître la productivité agricole », souligne le communiqué.

## Un programme de développement ambitieux dans l'irrigation

Dans le cadre du Plan national d'investissement dans le secteur de l'irrigation (NISIP), lancé en mars 2025, Nairobi prévoit notamment de mobiliser 598 milliards de shillings (4,6 milliards \$) à travers des investissements publics et privés. Dans le détail, il est prévu que le gouvernement mobilise 39 % de l'enveloppe tandis que la majorité proviendra des investisseurs du secteur privé. L'ambition affichée à travers cette initiative est d'augmenter la superficie équipée pour l'irrigation de près de 400 000 hectares supplémentaires d'ici 2035. Dans ce contexte, les discussions avec Lisbonne, si elles se traduisent par des engagements concrets, pourraient constituer un levier stratégique pour accélérer la mise en œuvre du NISIP et la modernisation du secteur agricole kényan. Si le Portugal n'est pas toujours le premier pays auquel on pense en matière d'irrigation en Europe, il dispose en réalité d'une expertise reconnue dans la gestion de l'eau en

contexte méditerranéen, forgée par la nécessité de faire face aux sécheresses récurrentes et à la variabilité climatique. D'un autre côté l'enjeu pour Nairobi de développer l'irrigation sera également de réduire sa dépendance à l'agriculture pluviale et d'augmenter la productivité ainsi que la création de valeur ajoutée dans le secteur agricole. Dans un rapport publié en 2025, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) estime en effet que les terres cultivées irriguées dans le monde sont 3,2 fois plus productives en valeur que les terres pluviales, et qu'en moyenne leur rendement est de 76 % supérieur. En outre, la première économie d'Afrique de l'Est affiche un potentiel encore largement sous-exploité pour l'agriculture irriguée. D'après le Département d'État à l'Irrigation, le Kenya dispose d'un potentiel d'irrigation évalué à près de 1,34 million d'hectares sur la base des ressources en eau de surface disponibles, de la collecte et du stockage de l'eau, ainsi que de l'exploitation des ressources en eau souterraine du pays. En comparaison, les données compilées par la FAO évaluaient à seulement 288 000 hectares la superficie agricole totale équipée pour l'irrigation dans le pays en 2023.

Synthèse R.I.

## SÉNÉGAL Les subventions aux carburants menacent de déséquilibrer le budget 2026

Déjà fragilisé par une lourde dette héritée de l'ancien gouvernement, le Sénégal doit composer avec une nouvelle pression qui met ses finances publiques à rude épreuve. Le coût du maintien de prix abordables pour l'énergie devient de plus en plus difficile à soutenir. La flambée du pétrole fait planer une lourde menace sur les finances sénégalaises. La facture des subventions aux carburants pourrait dépasser l'enveloppe prévue au budget 2026 de 1150 milliards de francs CFA, soit environ 2 milliards de dollars. L'alerte a été lancée par le ministre des Finances Cheikh Diba lors d'une session devant les députés, vendredi 22 mai. Selon les détails rapportés par Reuters, cette perspective dépend directement de l'évolution du cours du pétrole. Le Sénégal a bâti son budget sur un baril à 85 dollars, ce qui exige déjà 774 milliards de francs CFA (environ 1,37 milliard de dollars) de subventions cette année. Mais lorsque le baril grimpe à 115 dollars, sous l'effet de la guerre en Iran, la facture pourrait atteindre 1390 milliards de francs CFA (environ 2,46 milliards de dollars). Un tel montant représenterait environ un cinquième du budget total de l'État, a précisé l'ex-Premier ministre Ousmane Sonko, limogé vendredi. Le pays n'avait initialement prévu que 250 milliards de francs CFA (environ 442 millions de dollars) pour ces subventions, avant que le conflit au Moyen-Orient ne fasse flamber les prix. Pour alléger ce fardeau, le ministre des Finances avait proposé de relever les prix à la pompe. Une option rejetée par le gouvernement. « Dès que la crise a éclaté, j'ai approché le Premier ministre pour proposer d'augmenter les prix et de partager le fardeau avec la population. La réponse a jusqu'ici été négative », a confié Diba.

Agence

## MOZAMBIQUE

### Face à la pénurie, l'État s'appuie sur sa compagnie pétrolière publique

Confronté à une pénurie de carburant, le Mozambique multiplie les mesures d'urgence. Le gouvernement cherche à maintenir l'approvisionnement et à éviter la paralysie de l'économie nationale. Le gouvernement mozambicain renforce le rôle de sa compagnie pétrolière publique pour sécuriser l'approvisionnement en carburants. À travers le ministère des Ressources minérales

et de l'Énergie (MIREME), il a mis en place des mesures exceptionnelles pour stabiliser la distribution sur l'ensemble du territoire. Selon les informations rapportées par Club of Mozambique, une facilité a été créée par l'intermédiaire du ministère des Finances. Elle a concrètement permis de débloquer des cargaisons de carburant supplémentaires via Petro-moc, le distributeur public, afin de

renforcer la disponibilité des produits sur le marché intérieur. Depuis la semaine précédant l'annonce, l'entreprise publique fournit ainsi du carburant à n'importe quel détaillant, indépendamment des contrats d'exclusivité existants. Selon le ministère, elle couvre environ 42 % de la distribution nationale, ce qui correspond à sa part de marché habituelle.

En parallèle, l'Autorité de régulation de l'énergie (ARENE) du Mozambique a approuvé de nouvelles mesures pour renforcer le suivi et l'organisation de la distribution. Le gouvernement a par ailleurs appelé la population à éviter les achats de précaution et à consommer de façon responsable, afin de ne pas aggraver les tensions sur l'approvisionnement, a rapporté Lusa.

R.I.

ILS ÉVOLUENT AVEC PRUDENCE

# Les marchés mondiaux tiraillés entre optimisme et risque géopolitique

Les marchés mondiaux évoluent lundi avec prudence, tiraillés entre l'optimisme porté par les valeurs technologiques et l'intelligence artificielle (IA), et les inquiétudes liées à la guerre au Moyen-Orient, qui pousse à la hausse les prix du pétrole et les taux d'emprunts souverains.

Le bras de fer auquel sont confrontés les investisseurs reste inchangé: les solides résultats d'entreprises et l'optimisme porté par l'intelligence artificielle continuent de soutenir fortement les marchés, mais les rendements obligataires élevés, les prix fermes du pétrole et les incertitudes concernant l'évolution future des taux d'intérêt limitent toujours l'enthousiasme", a résumé Matt Britzman, analyste chez Hargreaves Lansdown.

Sur le plan géopolitique, "nous n'avons jamais eu l'impression d'être aussi proches d'un accord, mais peut-être aussi jamais aussi proches de voir tout s'effondrer, les frappes isolées devenant plus fréquentes, y compris à nouveau ce week-end", a souligné Jim Reid, économiste de la Deutsche Bank.

Les Etats-Unis et l'Iran ont en effet annoncé dans la nuit de dimanche à lundi une série d'attaques réciproques, portant un nouveau coup au cessez-le-feu au moment où leurs négociations pour mettre fin à la guerre patinent.

Les informations de médias américains pendant le week-end faisant état de nouvelles exigences américaines envers Téhéran ont refroidi les espoirs d'accord imminent, alimentés par Donald Trump lui-même.

"Les investisseurs prennent certes note des déclarations du président américain, mais n'y voient pour l'instant pas de risque majeur", selon Andreas Lipkow, analyste de CMC Markets.

"Les prix du pétrole n'ont d'ailleurs réagi que modestement aux nouvelles exigences formulées à l'encontre de l'Iran" par rapport aux envolées que le brut a pu connaître depuis le début du conflit, a-t-il relevé. Vers 07H15 GMT, le Brent de la mer du Nord, référence mondiale du pétrole brut, progressait de 3,02%, à 93,87 dollars le baril, et son équivalent américain, le WTI, gagnait 3,35%, à 90,29% dollars.

## La tech, moteur des marchés d'actions

La hausse des prix du brut "n'a que peu affecté les marchés actions", a pointé l'économiste Jim Reid.

"La première séance de Bourse du nouveau mois débute sur une excellente note pour les valeurs technologiques", a commenté Ipek Ozkardeskaya, analyste pour Swissquote.

À la Bourse de Tokyo, l'indice vedette Nikkei a terminé en hausse de 0,91%, porté notamment par l'envolée de l'action SoftBank (+14,71%), qui a annoncé pendant le week-end des investissements massifs en France.

L'indice Kospi de la Bourse de Séoul a grimpé de 3,68%. Depuis le début de l'année, il s'est envolé de plus de 108%.

Dans les derniers échanges, le Hang Seng de la Bourse de Hong Kong gagnait 0,78%. En Chine continentale cependant, la Bourse de Shenzhen a terminé en baisse de 1,27% et Shanghai de 0,23%, lestées par les dernières données sur l'activité manufacturière en Chine, qui a continué à progresser en mai mais à moindre niveau comparé à avril.

En Europe, l'humeur est plus prudente sur les principaux indices moins exposés à la tech, "confirmant que si l'on retire la technologie de l'équation, le reste des secteurs industriels mondiaux apparaît plutôt morose", a signalé Ipek Ozkardeskaya.

Dans les premiers échanges, la Bourse de Paris perdait 0,11%, Londres reculait de 0,27%. Francfort grappillait quant à elle 0,06% et Milan prenait 0,14%. En Suisse, le SMI baissait de 0,63%.

Le secteur tech se distingue également sur le continent européen. À Paris, STMicronics prenait 1,98%. A Francfort, Infineon gagnait 1,79%.

## Les taux d'emprunts souverains en hausse

Les prix du pétrole restent à de niveaux

"suffisamment élevés pour menacer l'activité économique" mondiale, a rappelé Ipek Ozkardeskaya, et les craintes d'une inflation plus forte poussent encore les rendements obligataires mondiaux.

Le taux de l'emprunt allemand à 10 ans (Bund), considéré comme le plus solide de la zone euro, est remonté à 2,97% vers 07H15 GMT, contre près de 2,94% vendredi à la clôture.

Le rendement de l'emprunt français à dix ans s'établissait à 3,59%, contre près de

3,55% vendredi soir.

"Si la situation au Moyen-Orient se stabilise dans les prochaines semaines, les rendements obligataires mondiaux pourraient se détendre, ce qui favoriserait des flux de capitaux des valeurs technologiques vers les segments hors tech du marché", a expliqué Ipek Ozkardeskaya.

"Si les rendements continuent de monter, une correction -- même dans la technologie -- deviendra inévitable", a-t-elle estimé.

## COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



### COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 26 Mai 2026  
Valeur : 02 Juin 2026

BASE	DEVICES	COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD US DOLLAR	133.0979	133.1129
1	EUR EURO	154.8993	154.9301
1	GBP POUND STERLING	179.3047	179.3491
100	JPY JAPANESE YEN	83.6042	83.6189
1	CNY CHINESE YUAN	19.6110	19.6158
1	CHF SWISS FRANC	169.6595	169.7003
1	CAD CANADIAN DOLLAR	96.4198	96.4377
1	DKK DANISH KRONE	20.7298	20.7335
1	SEK SWEDISH KRONA	14.3090	14.3128
1	NOK NORWEGIAN KRONE	14.3818	14.3862
1	AED UAE DIRHAM	36.2339	36.2459
1	SAR SAUDI RIYAL	35.4691	35.4750
1	KWD KUWAITI DINAR	433.8263	434.0166
1	TND TUNISIAN DINAR	45.3313	45.7869
1	MAD MOROCCAN DIRHAM	14.4577	14.4594
1	LYD LIBYAN DINAR	20.9017	21.0090
1	MRU MAURITANIAN OUGUIYA	3.3384	3.3488
1	SDR SPEC. DRA. RIGHTS	181.8718	181.8718

## BOURSE DE NEW YORK

# Wall Street vue dans le vert, la technologie compense la géopolitique

Wall Street est attendue dans le vert et les Bourses européennes restent en ordre dispersé lundi à mi-séance, l'engouement pour la technologie venant compenser la situation au Moyen-Orient alors que les négociations s'enlisent et que des frappes ont eu lieu ce week-end. Les futures sur indices new-yorkais signalent une ouverture de Wall Street en hausse de 0,54% pour le Dow Jones, de 0,3% pour le Standard & Poor's-500 et de 0,23% pour le Nasdaq. À Paris, le CAC 40 gagne 0,12% à 8.192,96 points vers 11h31 GMT. À Francfort, le Dax avance de 0,39%, tandis que le FTSE 100 à Londres cède 0,11%. L'indice EuroStoxx 50 progresse de 0,08%, tandis que le FTSEurofirst 300 baisse de 0,09% et le Stoxx 600 de 0,15%.

Après une fin de semaine à des hauts inédits grâce à la technologie, le secteur devrait de nouveau porter la séance outre-Atlantique, avec notamment Nvidia et Dell qui ont respectivement dévoilé une nouvelle puce IA et un nouvel ordinateur portable abordable, tous deux dans l'es-

poir de concurrencer Apple entre autres.

Les investisseurs restent par ailleurs dans l'attente d'une décision de la part du président américain Donald Trump quant à la prolongation du cessez-le-feu entre Washington et Téhéran, en plus d'une levée des restrictions sur la navigation dans le détroit d'Ormuz, artère vitale de l'approvisionnement mondial en pétrole dont l'interruption en raison du conflit à provoquer une flambée des cours de l'énergie et des craintes inflationnistes à travers le globe.

Les espoirs des opérateurs se heurtent toutefois aux événements du week-end, l'armée américaine ayant mené des frappes dites "défensives" et "mesurées" en Iran contre des sites de commandement de drones, reprochant à Téhéran des actions "agressives".

"Même s'il y a eu des attaques de part et d'autre, le marché s'accroche à l'idée que les négociations se poursuivent et qu'un accord tant attendu entre l'Iran et les Etats-Unis, visant à mettre fin à la guerre au Moyen-Orient et à ouvrir le détroit d'Ormuz,

finira par voir le jour", a déclaré Kathleen Brooks, directrice de la recherche chez XTB.

En plus de la géopolitique, les investisseurs surveilleront également la macroéconomie cette semaine, à commencer par les publications finales des PMI.

Dans la zone euro, la croissance de l'activité du secteur manufacturier de la zone euro a perdu de son élan en mai, alors que la demande de biens a stagné et que les perturbations de la chaîne d'approvisionnement liées au conflit au Moyen-Orient ont fait grimper les coûts des intrants à leur plus haut niveau depuis quatre ans, montre une enquête publiée lundi. Les publications finales des PMI européens précèdent celle de l'indice ISM américain à 14h00 GMT.

## Pétrole

En l'absence d'annonces concernant une réouverture sous peu du détroit d'Ormuz et sous l'effet des frappes dans le Golfe, les cours du pétrole repartent à la hausse. Le Brent prend 2,86% à 93,73 dollars le baril et le brut léger améri-

cain (West Texas Intermediate, WTI) progresse de 3,56% à 90,47 dollars. Par ailleurs, l'agence de presse Fars a rapporté lundi que la marine du corps des Gardiens de la révolution iraniens déclare que 15 navires, dont quatre pétroliers, ont pu franchir le détroit d'Ormuz après avoir obtenu l'autorisation de l'Iran au cours des dernières 24 heures.

## Les valeurs à suivre à Wall Street

### Valeurs en Europe

À Paris, Vusion grimpe de près de 9% au gré d'un changement de recommandation par Exane BNP Paribas. Ailleurs en Europe, easyJet s'envole de plus de 8%, la compagnie aérienne à bas prix britannique ayant déclaré qu'elle examinerait toute proposition de rachat émanant de Castlake, tout en qualifiant le moment choisi par la société d'investissement américaine de "très opportuniste". L'engouement pour les valeurs technologiques permet au compartiment d'enregistrer la meilleure performance, avec un gain de 1,2%.

## Taux

Les rendements obligataires sont à la hausse, entraînés par les craintes inflationnistes liées à la situation au Moyen-Orient.

Le rendement des Treasuries à dix ans progresse de 0,8 point de base à 4,4610% et le deux ans de 1,9 point de base à 4,0328%.

Le rendement du Bund allemand à dix ans avance de 4,9 points de base à 2,9807%, tandis que le deux ans gagne 6,3 points de base à 2,5930%.

## CHANGES

L'enlissement des négociations entre Washington et Téhéran bénéficie aux valeurs refuge comme le billet vert. Après une baisse de 0,4% la semaine dernière sur fond d'espoirs d'une prolongation de la trêve au Moyen-Orient, le dollar gagne 0,15% face à un panier de devises de référence, tandis que l'euro perd 0,1% à 1,1647 dollar.

R.I.

## UNION EUROPÉENNE

# Un nouveau paquet technologique pour réduire ses liens avec les États-Unis et la Chine

Pour être à l'abri des caprices des gouvernements étrangers, l'Union européenne prépare des mesures d'envergure pour se détourner des entreprises numériques américaines et des puces chinoises au profit d'alternatives européennes. Ce paquet sur la souveraineté technologique fait partie des nombreuses mesures prises par Bruxelles pour réduire la dépendance aux entreprises étrangères et stimuler la production locale, mais risque d'ouvrir un nouveau front dans les tensions transatlantiques.

Par R I/Agence

Ce paquet de règles très attendu sur les puces, le cloud computing et l'IA sera présenté mercredi dans le cadre des efforts de l'UE pour « reprendre sa place dans la course mondiale à la puissance géoéconomique », selon un projet de document stratégique. La forte dépendance de l'Union européenne aux fournisseurs de cloud américains, qui représentent environ 70 % du marché européen, est particulièrement préoccupante. Depuis le retour de Donald Trump à la Maison Blanche l'an dernier, les Européens craignent que les infrastructures numériques critiques ne soient paralysées par une mesure de blocage américaine en cas de tensions extrêmes.

Les hauts responsables européens névoquent pas ouvertement les États-Unis comme cible, mais la technologie américaine domine le marché, du cloud computing aux réseaux sociaux en passant par le

commerce électronique.

« Nous devons développer nos propres capacités. Nous ne pouvons pas permettre à quiconque d'influencer nos décisions, nos valeurs, le bon fonctionnement de notre économie et de nos services », a déclaré ce mois-ci Teresa Ribera, commissaire européenne à la concurrence.

Les responsables européens citent souvent les sanctions imposées par Washington aux juges de la Cour pénale internationale – sanctions décrétées par Trump en février 2025 – pour illustrer l'emprise des entreprises américaines. Le juge Nicolas Guillou a raconté comment il s'est retrouvé privé d'accès à sa carte Visa, celle-ci étant un système américain.

L'ambassadeur américain auprès de l'UE, Andrew Puzder, a mis en garde contre toute mesure protectionniste, tandis que les entreprises américaines ont exhorté l'Europe à ne pas les exclure.

« L'Europe ne pourra pas s'imposer dans l'économie de l'IA en pénalisant les autres

», a déclaré Puzder à l'AFP le mois dernier, interrogé sur ces projets.

Il s'agit d'un paquet de mesures présenté mercredi comprendra la loi sur le développement du cloud et de l'IA, visant à accélérer le déploiement des infrastructures de centres de données ; une proposition de loi CHIPS pour renforcer la sécurité d'approvisionnement en semi-conducteurs en réduisant la dépendance aux fournisseurs étrangers ; et une incitation pour les pouvoirs publics à adopter davantage de logiciels libres afin d'améliorer le contrôle, la flexibilité et d'éviter la dépendance vis-à-vis d'un fournisseur unique.

Le député européen Oliver Schenk a déclaré à l'AFP que ce paquet de mesures « ne visait pas à s'opposer à nos partenaires commerciaux ni à fermer des marchés », mais a ajouté : « L'Europe doit éviter de devenir structurellement dépendante d'un seul acteur extérieur » pour l'IA, le cloud et les semi-conducteurs.

## ESPAGNE

## Croissance meilleure que prévu de 0,6% au 1<sup>er</sup> trimestre

L'Espagne a enregistré au premier trimestre une croissance de 0,6%, soit une performance légèrement supérieure aux attentes, à en croire des données provisoires par l'Institut national de la statistique (Ine). Au quatrième trimestre 2025, le produit intérieur brut (PIB) avait progressé de 0,8% et les économistes s'attendaient à ce que la

croissance ralentisse autour de 0,5% sur la période allant de janvier-mars. Sur un an, la croissance ressort à 2,7%, contre 2,6% au quatrième trimestre.

## Un léger ralentissement se profile

Portée par une demande intérieure solide, l'économie espagnole surper-

forme le reste de la zone euro depuis la fin de la pandémie de Covid. Le chiffre préliminaire dévoilé ce matin au titre du premier trimestre dépasse très largement l'estimation de croissance fournie de son côté par Eurostat pour l'ensemble de l'union monétaire, avec un PIB qui ne devrait avoir progressé que de 0,3% dans la région sur les trois premiers

mois de l'année. Après une croissance de 2,8% en 2025, l'Espagne devrait cependant voir son rythme d'expansion décélérer cette année du fait de la remontée des tensions inflationnistes due à la flambée des prix de l'énergie, appelée à peser sur le pouvoir d'achat des ménages. Elle devrait quand même atteindre 2,3% en 2026. R I.

## ALLEMAGNE

## Le fonds spécial de 500 milliards manque ses objectifs de dépenses

Un rapport de 383 pages du ministère des Finances allemand, révélé par Handelsblatt, montre que le fonds spécial de 500 milliards d'euros pour les infrastructures et le climat a dépensé 24 milliards en 2025 sur les 37,2 prévus. Sur 109 jalons fixés pour 2026, seuls 26 ont été atteints fin mai.

Visualisation abstraite de structures d'infrastructure inachevées et de flux de capitaux ralentis, symbolisant le déploiement partiel du fonds spécial allemand

Le grand plan d'investissement allemand patine. Un rapport de suivi de 383 pages produit par le ministère fédéral des Finances, dont le contenu a été dévoilé le 31 mai 2026 par le quotidien économique Handelsblatt, établit que le gouvernement de Friedrich Merz n'a atteint que partiellement les objectifs fixés au Sondervermögen für Infrastruktur und Klimaneutralität

(SVIK), le fonds spécial doté de 500 milliards d'euros adopté en 2025 pour moderniser le pays.

Le constat tombe alors que ce programme est présenté depuis un an comme le levier central du redressement économique allemand. La première année d'exécution révèle un écart sensible entre les ambitions affichées et les versements réellement effectués, ravivant les critiques des instituteurs économiques sur la gestion de cette dette exceptionnelle.

## Un écart de 13 milliards sur la première année

Pour 2025, Berlin avait programmé 37,2 milliards d'euros de dépenses au titre du fonds. Les décaissements réels se sont arrêtés à 24 milliards d'euros, selon le rapport cité par Handelsblatt. Le manque à dépenser atteint donc 13,2 milliards, soit environ 35 % sous

la cible initiale.

Le retard se confirme sur l'exercice en cours. Le document recense 109 jalons (les étapes intermédiaires que les ministères devaient franchir en 2026) et n'en comptabilise que 26 atteints à la fin du mois de mai, un taux de réalisation proche de 24 %. L'éducation et l'accueil de la petite enfance ne présentaient aucun avancement mesurable à cette date.

## Le détail par secteur

Le ministère a introduit un indicateur de progression et d'impact pour mesurer l'atteinte des objectifs projet par projet. La valeur moyenne ressort à 54 %, ce que le rapport qualifie d'atteinte partielle des objectifs. Les écarts entre domaines sont marqués. Hôpitaux et équipements sportifs : 90 % chacun, les meilleurs résultats du programme. Logement : 66 %. Numé-

rique : 57 %. Transports : 52 %. Infrastructures énergétiques : 45 %, le secteur le plus en retard parmi ceux dotés d'une mesure.

La répartition initiale du fonds prévoyait 300 milliards d'euros pour les investissements fédéraux, 100 milliards pour le Fonds climat et transformation (objectif de neutralité carbone en 2045) et 100 milliards pour les infrastructures des Länder et des collectivités locales.

Le ministère dirigé par Lars Klingbeil, vice-chancelier et coprésident du parti social-démocrate (SPD), présente malgré tout le lancement du programme comme un démarrage globalement réussi. Son argument central porte sur la croissance : le fonds apporterait environ 0,5 point de pourcentage de croissance supplémentaire par rapport à un scénario sans dépenses publiques exceptionnelles.

Agence

## SUISSE

## La croissance accélère à 0,5% au premier trimestre

La croissance en Suisse a accéléré au premier trimestre, son produit intérieur brut (PIB) enregistrant une hausse de 0,5% (contre 0,2% au trimestre précédent), selon une première estimation du ministère de l'Economie publiée lundi.

"L'industrie et le secteur des services ont tous deux livré des impulsions positives", a indiqué le ministère dans un bref communiqué avant la publication de chiffres plus détaillés prévue pour le 1er juin.

Les prévisions des économistes interrogés par l'agence suisse AWP oscillaient entre 0,3% et 0,4%.

En 2025, la croissance du pays alpin s'était chiffrée à 1,4% (contre 1,2% en 2024) selon une estimation du ministère de l'économie publiée en février. Le PIB avait connu une évolution en dents de scie l'an passé, au fil des soubresauts autour des droits de douane aux Etats-Unis.

Au quatrième trimestre, il avait terminé l'année sur un léger rebond, porté par le secteur de la chimie et de la pharmacie, la consommation des ménages ainsi que le tourisme qui avaient aidé à compenser une stagnation dans l'industrie.

Par comparaison, la croissance a ralenti à 0,1% dans la zone euro au premier trimestre, selon les estimations d'Eurostat.

En mars, le ministère suisse de l'économie avait légèrement abaissé sa prévision de croissance pour l'ensemble de l'année 2026, à 1% (contre 1,1% attendu auparavant) compte tenu de la hausse attendue des prix de l'énergie et des incertitudes pour l'économie avec la situation au Moyen-Orient.

R I.

## RTX SPARK/AVEC UN SOC WINDOWS ARM 1 PETAFLOP

# NVIDIA défie Apple et Qualcomm

Après deux ans de reports tacites et de circonvolutions, NVIDIA a enfin levé le voile sur sa vision de ce que doit être un SoC pour PC portable, au travers de sa toute nouvelle RTX Spark Superchip. La cible est limpide, Apple et Qualcomm sont dans le collimateur. Six premiers modèles de laptops Windows équipés sont annoncés pour l'automne 2026.

Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il s'est fait attendre. Évoqué dès 2024 par les premières rumeurs et pressenti au départ pour une annonce l'année dernière, le SoC de NVIDIA pour PC portables a finalement été présenté ce lundi 1er juin 2026 par Jensen Huang, lors d'une conférence de presse organisée dans le cadre du Computex.

Pas de références N1 / N1X comme cela avait longtemps été évoqué (du moins pas à ce stade), mais une seule puce : la RTX Spark Superchip. Sous l'IHS ? Un CPU Grace custom, un GPU Blackwell et jusqu'à 128 Go de mémoire unifiée.

Star du salon, ce nouveau SoC exploite l'architecture ARM pour amorcer, du moins NVIDIA l'espère, une révolution sur le marché des PC portables Windows... mais sans trop s'éloigner de ce que l'on connaissait déjà avec la puce GB10 lancée l'année dernière sur des stations de travail IA compactes, comme le DGX Spark, animé alors par Linux.

Cette fois, c'est à Windows ARM que NVIDIA va pouvoir s'attaquer.

### Ladies and Gentlemen, voici la RTX Spark Superchip !

Cette nouvelle RTX Spark Superchip s'appuie donc sur une puce déjà éprouvée et sur la gravure en 3 nm de TSMC. Elle se déploiera sur plus de 40 machines, promet NVIDIA, au travers de modèles attendus chez la plupart des constructeurs. Six d'entre eux ont d'ailleurs d'ores et déjà signé : ASUS, Dell, HP, Lenovo, Microsoft et MSI.

Sur le plan strictement technique, la RTX Spark regroupe plus de 70 milliards de transistors répartis sur deux chiplets unis l'un à l'autre par un lien NVLink C2C à 600 Go/s. Pour le formuler autrement, cela équivaut à 5x la bande passante d'une connexion PCIe Gen 5, et ce, pour une consommation bien moindre. Côté consommation justement, NVIDIA parle d'une enveloppe thermique (TDP) allant du watt unique à 80 W en pointe, avec des performances soutenues aussi bien sur batterie que sur secteur... exactement comme chez Apple.

À l'intérieur de cette RTX Spark Superchip, une partie CPU « Grace » à 20 cœurs, conçus par NVIDIA mais implémentés avec le soutien d'un certain MediaTek. Pour ce processeur, le géant au caméléon reste toutefois modeste, évoquant à ce stade un niveau de performances « compétitif avec tout ce qui existe dans le monde Windows »... sans donner de chiffres précis face à la concurrence des titans du segment ARM : le Snapdragon X2 Elite Extreme, en premier lieu, mais aussi les Apple M5 Pro / M5 Max.

Comme toujours avec NVIDIA, le clou du spectacle est à chercher du côté GPU. La firme mise cette fois sur une



grosse partie graphique Blackwell regroupant 6144 cœurs CUDA pour délivrer 1 petaFLOP de puissance de calcul en FP4. Cet iGPU contient donc autant de cœurs CUDA qu'une RTX 5070 de bureau. Rien que ça.

Ce tandem CPU / GPU pioche enfin dans une réserve partagée de mémoire unifiée LPDDR5X. NVIDIA annonce à ce propos un maximum de 128 Go avec 300 Go/s de bande passante, mais cette quantité de mémoire pourra dans les faits être déclinée de 16 à 128 Go, à la discrétion des OEM.

Revenons un instant sur le volet graphique. Pour avoir un autre point de comparaison, il est intéressant de jeter un œil aux cœurs CUDA embarqués par les cartes graphiques dédiées NVIDIA GeForce RTX 5000 MaxQ. Celle que l'on trouve actuellement sur les PC portables gaming, entre autres.

On constate alors que la partie graphique de cette nouvelle RTX Spark Superchip embarque plus de cœurs CUDA qu'une RTX 5070 Ti mobile, mais avec une enveloppe thermique inférieure : 80 W au maximum pour l'ensemble de la RTX Spark, nous l'avons dit, en lieu et place des 60 à 115 W (100W + 15W de Dynamic Boost au maximum) absorbés par la RTX 5070 Ti mobile.

- RTX 5090 mobile : 82 SM pour 10 496 cœurs CUDA
- RTX 5080 mobile : 60 SM pour 7 680 cœurs CUDA
- RTX 5070 Ti mobile : 46 SM pour 5 888 cœurs CUDA
- RTX 5070 mobile : 36 SM pour 4 608 cœurs CUDA
- RTX 5060 mobile : 26 SM pour 3 328 cœurs CUDA
- RTX 5050 mobile : 20 SM pour 2 560 cœurs CUDA

En clair, NVIDIA réussirait (théoriquement) à faire tenir autant, voire plus, de performances sur l'iGPU d'un « simple SoC » que sur certaines de ses cartes graphiques mobiles dédiées... tout en consommant moins d'énergie. Il faudra

vérifier tout cela en test, mais la promesse est alléchante.

### NVIDIA torpille le monopole de Qualcomm sur Windows ARM...

Plus concrètement, NVIDIA et ses partenaires cherchent à nuire aux MacBook Pro M5 Pro / M5 Max, aussi bien sur les performances qu'en termes de design ou d'affichage. Le portrait-robot des PC portables RTX Spark à venir laisse d'ailleurs peu de doute en la matière. Ces modèles s'appuieront sur des châssis en aluminium usiné CNC, pouvant s'avérer très compacts : 14 mm d'épaisseur et 1,36 kg seulement pour les appareils les plus fins et légers. Ils embarqueront par ailleurs des dalles tandem-OLED G-SYNC allant de 14 à 16 pouces pour aboutir à une qualité d'affichage comparable, sinon supérieure, à ce qu'Apple propose actuellement avec ses panneaux Mini-LED Liquid Retina XDR. En clair, ça promet. Toujours plus concrètement, huit modèles de PC portables sont déjà annoncés. En voici la liste :

- ASUS ProArt P14 et P16
- Dell XPS
- HP Omnibook X14 et Omnibook Ultra 16
- Lenovo Yoga Pro 9N
- Microsoft Surface Laptop Ultra
- MSI Prestige N16 Flip AI+

Cette première fournée de laptops RTX Spark n'est toutefois qu'un aperçu de ce que l'on devrait trouver sur le marché d'ici quelques mois. NVIDIA évoque en effet la commercialisation prochaine de 30 références de laptops RTX Spark, complétées par 10 modèles de Mini-PC également équipés. Ces différentes machines sont attendues durant l'automne 2026, avec tout de même un gros bémol : le prix. NVIDIA reste pudique sur ce point, parlant juste d'un placement tarifaire « premium », sans en dire plus. En l'état, un positionnement entre 2000 et 3000 euros pour les modèles les plus « accessibles » est probable.

### Trop tard et trop cher ?

Quelle qu'en soit l'issue exacte, l'annonce de la RTX Spark Superchip devrait marquer un tournant pour le marché des PC portables Windows. Avec ce nouveau SoC, NVIDIA met de facto un terme à la mainmise de Qualcomm sur les machines Windows ARM.

L'équipe rouge a néanmoins une carte à jouer sur l'entrée et le milieu de gamme avec ses processeurs Snapdragon C (annoncés sur des appareils débutant à 300 dollars) et Snapdragon X2 Plus (dont on attend par contre toujours de voir la couleur à moins de 1000 euros). Deux terrains sur lesquels NVIDIA n'aura a priori aucune prise, sa nouvelle puce étant vouée aux PC haut de gamme, voire très haut de gamme.

Bien entendu, Apple et ses MacBook Pro ARM pourraient aussi être inquiétés par cette annonce, mais dans une moindre mesure. Si les nouvelles puces M5 Pro / M5 Max seront bel et bien challengées sur le terrain graphique par cette RTX Spark, il se peut qu'elles conservent une avance en termes de performances CPU, voire en matière d'efficacité énergétique. Par ailleurs, Apple pourra toujours compter sur son écosystème fermé et sur la fidélité de ses utilisateurs pour atténuer le choc que représente, quoi qu'il en soit, l'arrivée de ces nouvelles puces ARM estampillées NVIDIA sur le marché.

Un choc qui pourrait néanmoins être ramolli par la flambée du prix de la RAM ces derniers mois, ce qui laisse d'ailleurs circonspect quant au timing choisi par NVIDIA pour ce lancement. Pourquoi diable ne pas avoir lancé la RTX Spark Superchip l'année dernière (on la savait quasiment prête) ? En dégainant aussi tard, NVIDIA se confronte à la mémoire vive hors de prix, mais aussi à une concurrence à présent plus aiguisée de la part de Qualcomm, d'ores et déjà renforcé par ses puces Snapdragon X2 Elite / Elite Extreme.

## FUTURE 2CV ÉLECTRIQUE

# Retour sur le concept qui annonçait déjà une Deuche en 2009 !

Le retour de la Citroën 2CV officialisé pour 2028 fait actuellement le buzz sur la toile. Mais l'idée n'est pourtant pas nouvelle, dès l'automne 2009, la Citroën Revolte s'engageait déjà dans cette voie mais avec à l'époque un tout autre objectif en tête, par le biais d'une présentation ultra chic et d'une technologie novatrice à l'époque celui de mettre en orbite la marque premium tricolore DS Automobiles.



DS Inside exposé à Genève début 2009. La Citroën Revolte comme la DS 3 sont toutes deux nées sous le crayon du designer français Frédéric Soubirou. Après avoir fait ses armes chez Citroën dès le début des années 2000, l'homme de l'art a depuis gravité tous les échelons, chez DS Automobiles où il occupe le poste de responsable du design extérieur depuis mai 2014. La marque premium tricolore, selon le plan stratégique FaSTLANe 2030, va repasser sous le contrôle de son ex maison mère. Retour à la case départ ?

**Cette seconde 2 CV néorétro qui singe la Bugatti Chiron et annonce une DS sportive**

Quelques mois après la Revolte, Citroën enchaîne au printemps 2010 en haussant le ton avec la Survolte conservant le museau de la 2CV et l'évocation de ses phares ronds mais conjugué à la silhouette basse et large d'un coupé sur prise haute performance. L'une des livrées de la Survolte, celle noire et bleue - photo ci-dessus - fait même un clin d'œil à une autre réalisation française, la Bugatti Chiron. Embarquant deux machines électriques cumulant une puissance de 300 ch, le bolide est en mesure dixit la marque de filer à 260 km/h d'expédier le 0 à 100 km/h en 5 secondes et le 1 000 m départ arrêté en 22 secondes. Nous sommes clairement aux antipodes du cahier des charges de la glorieuse aïeule qui devait pouvoir traverser un champ labouré avec à son bord un panier d'oeufs sans en casser aucun. Non, la Citroën Survolte ouvrait la voie à un coupé sportif électrique qui aurait du venir coiffer la gamme. Un discours martelé par le prototype DS E-Tense dévoilé en 2016 (voir notre galerie photos) puis restylé en 2022 mais sans jamais franchir le cap de la série.

Depuis l'annonce officielle du retour de la 2CV dans la gamme Citroën, à l'horizon 2028, et la publication d'une image teaser où, dans la pénombre, la future citadine électrique de la marque aux chevrons cultive habilement l'ambiguïté avec la physionomie de son illustre aïeule, les images générées par l'Intelligence Artificielle ont immédiatement pullulé sur la toile. Chacun proposant son interprétation de la deux pattes plus ou moins modernisée. Pourtant, selon des sources proches du dossier, le véhicule de série ne sera qu'une évocation

subtile de la 2CV et pas du tout un revival néo-rétro. D'ailleurs, un concept-car sera exposé au Mondial de l'Auto à Paris à l'automne prochain pour donner au public parisien un avant-gout de la future citadine star qui sera fabriquée... en Italie.

**Quand une évocation de la 2CV annonçait la future marque DS**

A propos de concept-car évoquant la Citroën 2CV, la chose n'est pas nouvelle. En effet, en 2009 au salon automobile IAA de

Francfort, le concept Citroën Revolte creusait déjà le sillon de la nostalgie. A l'époque, le véhicule arbore à la fois le double chevron et un logo de la ligne DS, la marque premium tricolore ne prendra son indépendance de sa maison mère qu'en 2014. Le but de la Citroën Revolte est de préparer le public à l'arrivée d'une citadine chic capable de tenir la dragée haute à la Mini mais aussi à la Fiat 500 relancée en 2007. Dans les faits, ce ne sera pas une 2CV qui arrivera en série en 2010 mais plutôt la Citroën DS 3. Cette dernière fut amorcée par le showcar Citroën

## LOTUS EMIRA 420 SPORT

### Plus de puissance signée AMG

La Lotus Emira Turbo SE reçoit un petit supplément de peps avec une variante 420 Sport,, à la fois plus puissante, plus légère et donc plus rapide. Lotus a récemment annoncé ses projets d'avenir, une stratégie qui introduit de nouveaux moteurs à combustion interne en même temps que l'arrivée d'une Esprit moderne. Mais avant cela, l'Emira à droit à un petit shoot de stéroïdes qui nous vaut cette 420 Sport. Mais que faut-il retenir de cette variante inédite ?

**Puissance signée AMG mais pas de boîte manuelle**

Cette Emira 420 Sport accueille toujours en position centrale arrière le bloc AMG désormais bien connu, un quatre-cylindres suralimenté d'une cylindrée de 2 litres qui est boosté à 420 ch pour l'occasion. Cette version développe donc 55 ch de plus que l'Emira Turbo et 15 ch de plus que l'Emira Turbo SE. Cette Lotus est unique-

ment équipée d'une boîte de vitesses robotisée à huit rapports (avec palettes de changement de vitesse en carbone).

**L'Emira 420 Sport atteint désormais 300 km/h**

Cette puissance supplémentaire se traduit également par de meilleures performances. Dans cette version 420 Sport, la Lotus Emira passe de 0 à 100 km/h en 3,9 s, tandis que la vitesse maximale est désormais de 300 km/h. Pas mal pour un quatre-cylindres qui a été développé pour les versions AMG de la Mercedes Classe A.

**Dotée du Lightweight Handling Pack (-25 kg)**

La Lotus Emira 420 Sport est livrée avec le pack Lightweight Handling qui regroupe des éléments de carrosserie en fibre de carbone, une batterie lithium-ion et une ligne d'échappement en titane, ce qui représente un gain de



poids de 25 kg (ramenant la masse totale à 1430 kg). La suspension sport abaissée de 5 mm et dotée d'amortisseurs Multimatic apporte un surcroît de vivacité.

**Aérodynamisme amélioré et teinte Orange Tangelo**

Lotus a également amélioré l'aéro-

dynamique de l'Emira. Dans le but d'optimiser le refroidissement et l'appui, la 420 reçoit des bouches d'aération retravaillées (à l'avant et sur les flancs), un splitter sous le nez, des lamelles supplémentaires sur le capot et une lèvre de spoiler au sommet de la poupe. La carrosserie s'habille de l'orange tangelo réservé à l'Emira 420 Sport.

**Peut-être (enfin) disponible en version Emira Roadster ?**

De nombreux fans de Lotus espèrent enfin pouvoir profiter d'une Emira Roadster. Las, en attendant que cette variante soit - peut-être - enfin proposée, ils peuvent déjà bénéficier d'une ouverture. Littéralement : car dans la liste des options de l'Emira, vous pouvez désormais cocher un toit ouvrant amovible (vous pouvez ranger le panneau derrière les sièges). Cela sonne comme une demi-mesure, mais au moins vous bénéficiez d'un peu d'air frais supplémentaire.

**Les tarifs débutent à 132.500 €**

Non, Lotus ne fait pas encore de soldes sur l'Emira. Le prix de cette 420 Sport n'est donc pas négligeable : elle ne quittera pas le showroom pour moins de 132.500 euros. Bon, dans ce segment, il reste peu de concurrents.

Mots fléchés

Elles contemplent un événement Particulièrement		Resserrée entre des versants abrupts	Préfecture du Calvados	Attache		Aiguillons Conte court		Choquait		Lettre grecque Lettres pieuses		Il peut-être de paille
												Enceinte de Philippe Auguste (tour)
Tante de Bambi Distinction				Prénom anglais				Crevant				
								Ville la plus peuplée de la Belgique		Figure de forme elliptique	Trou normand Mot de peste	
Ecorce pulvérisée Arme traditionnelle au Japon				Plantes potagères		Petites tartes au fromage blanc au XV siècle Ile française						Dieu celte
			Armée de l'air Fleuve côtier									
Empereur Succédané					Convoite Parc pour animaux						Einsteinium Exécutés	
						Manche sportive Pubère				Finesse des formes		Sèche
Id est Retour impossible			Atome				Ville de carnaval		Transpirés Égouttoir			
			Couloirs d'un navire Sésame									On connaît sa cordillère
Insonorisation		Sur une plaque suisse Elle a de gros membres			Bismuth Bagnole			Humilia Sodium				
									Unités pour bois		Unique Nouveau congé	
Démonstratif	Pas de porte Partie terminale d'une tige						Prénom féminin Alguazils					
			Beaucoup Nacrés					Allaitement Note de musique				
Tire un liquide Arrogant						Sous-préfecture du Finistère Possessif						Afficher
				Religieuses	Intermédiaire						Période probatoire	Département français
Arrêt de la circulation sanguine	Occupé	Petit vêtement de pluie Confidents						L'Estonie ville sarthoise connue pour ses volailles				
					Chlorures de sodium Fille de Cadmos					Amoncellement Peinture murale		
Abrasif Parfument avec une plante aromatique						Monoxyde de soufre Pronom personnel			Harcelé			
							Utilisateur					
Va avec les coutumes			Jeu d'équipe très ancien					Administre				

## PÉTROLE

### Le Brent grimpe à plus de 94 dollars

Les cours du pétrole montaient fortement lundi, poussés notamment par les incertitudes géopolitiques mondiales, après leur léger repli de la semaine dernière. En cours d'échanges, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en août, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, prenait 3,22% à 94,05 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en juillet, gagnait 3,80% à 90,68 dollars.

# Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

## Eco



Mardi 2 juin 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

## MONNAIES

### Le dollar en hausse face aux principales devises

Le dollar était en hausse, lundi, face aux autres devises dans un marché impacté par la persistance des tensions géopolitiques.

Le billet vert gagnait 0,36% face à la monnaie unique européenne vers 15H45, à 1,1617 dollar pour un euro, et 0,21% face à la devise britannique, à 1,3426 dollar pour une livre. Cette hausse du dollar survient aussi dans le contexte de la reprise de l'activité manufacturière aux Etats Unis qui a atteint en mai un plus haut depuis quatre ans. Toutefois, les cambistes restent à l'affût de plusieurs rapports sur l'emploi américain, mercredi puis vendredi, qui pourraient renforcer les anticipations d'une hausse de taux de la Réserve fédérale (Fed) cette année. Valeur refuge concurrente du dollar et des obligations d'Etat américaines, l'or a reculé, pour sa part, de 1,80% à 4.458,50 dollars l'once.

## ACCIDENTS DE LA ROUTE

### 6 morts et 261 blessés durant les dernières 24 heures

Six (6) personnes sont décédées et 261 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 24 heures dans plusieurs wilayas du pays, indique, lundi, un bilan de la Protection civile. Par ailleurs, les secours de la Protection civile de la wilaya d'Alger ont procédé au repêchage du corps sans vie d'un homme de 26 ans, noyé en mer, au lieu-dit "El Chati el Gharbi" à Sidi Fredj, commune de Staouéli, daïra de Zéralda. Le corps sans vie d'un enfant de 14 ans a également été repêché par les plongeurs de la Protection civile de la wilaya d'El-Tarf, au lieu-dit "Fartassa", commune d'El-Chatt, daïra de Ben M'Hidi, déplore la même source. En outre, les éléments de la Protection civile ont procédé à l'extinction de 2 incendies, à Ain Defla ayant causé des gênes respiratoires à 7 personnes et à El Oued.

## COOPÉRATION

### Sayoud à Paris pour une visite de travail à l'invitation de son homologue français

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, est arrivé, lundi, à Paris (France) pour une visite de travail à l'invitation du ministre français de l'Intérieur, M. Laurent Nunez, indique un communiqué du ministère. Accompagné d'une importante délégation de haut niveau, M. Sayoud a été accueilli, à son arrivée à Paris, par son homologue français, précise la même source. Cette visite intervient à l'invitation de M. Nunez, après la visite effectuée par ce dernier en Algérie, les 16 et 17 février 2026, souligne le communiqué, ajoutant que les deux parties entameront le programme de travail établi.

## ALGÉRIE-CORÉE DU SUD

# Un partenariat stratégique au service de la transformation économique

Par Selma R.

Vingt ans après l'établissement de leur partenariat stratégique, l'Algérie et la République de Corée affichent leur volonté commune de renforcer une coopération économique orientée vers l'innovation, l'industrialisation et les technologies du futur. À Séoul, lors de la réunion ministérielle du partenariat Afrique-Corée, Ahmed Attaf a mis en avant le rôle moteur de cette relation bilatérale dans la modernisation de l'économie algérienne et dans l'intégration de l'Afrique aux nouvelles dynamiques de croissance mondiale. Réunie un an après le premier Sommet Afrique-Corée de juin 2024, la rencontre de Séoul a permis d'évaluer les progrès réalisés et d'identifier de nouvelles perspectives de coopération dans plusieurs secteurs stratégiques. Pour l'Algérie, cette dynamique s'inscrit pleinement dans les objectifs de diversification économique, de modernisation industrielle et d'intégration aux nouvelles chaînes de valeur mondiales. Dans son intervention, Ahmed Attaf a salué la convergence entre les priorités du partenariat Afrique-Corée et celles de l'Agenda 2063 de l'Union africaine. « Nous ressentons une grande satisfaction face à l'harmonie qui caractérise ce partenariat », a-t-il déclaré, soulignant que la Corée du Sud accompagne les initiatives africaines dans le respect du principe d'ap-

propriation par les pays du continent. Le chef de la diplomatie algérienne a particulièrement insisté sur le caractère pragmatique de cette coopération, axée sur des secteurs directement liés au développement économique. Commerce, infrastructures, agriculture, industrie, numérisation, innovation et nouvelles technologies figurent parmi les domaines bénéficiant déjà de programmes concrets. Pour Alger, cette approche opérationnelle constitue un atout majeur dans un contexte où les économies africaines cherchent à accélérer leur transformation productive et à renforcer leur compétitivité. Ahmed Attaf a plaidé pour une coopération tournée vers les technologies d'avenir. Selon lui, l'enjeu est d'éviter que l'Afrique ne soit marginalisée lors des prochaines grandes mutations économiques mondiales. « Notre ambition est d'intégrer pleinement le continent africain dans les révolutions technologiques en cours », a-t-il affirmé, citant notamment l'intelligence artificielle, la robotique, les nanotechnologies et les énergies renouvelables comme des domaines stratégiques pour la croissance future. Cette vision trouve un écho particulier dans les relations bilatérales entre Alger et Séoul. Le ministre a rappelé que l'Algérie célèbre cette année le vingtième anniversaire de son partenariat stratégique avec la République de Corée, qualifié de « partenariat unique et distingué ». Une relation qui dépasse

aujourd'hui le simple cadre des échanges bilatéraux pour contribuer au développement du continent africain dans son ensemble. Parmi les projets emblématiques figure la création du Centre africain pour les technologies de l'information, de la communication et les technologies avancées. Pour l'Algérie, cette initiative illustre parfaitement la capacité du partenariat algéro-coréen à générer des retombées qui profitent à l'ensemble de l'Afrique, tout en renforçant le positionnement du pays comme plateforme régionale dans les domaines de l'innovation et du transfert technologique. À travers ce partenariat, l'Algérie entend ainsi tirer parti de l'expérience sud-coréenne en matière d'industrialisation, de transformation numérique et d'innovation technologique. Dans un contexte marqué par la diversification de l'économie nationale et la montée en puissance des secteurs hors hydrocarbures, la coopération avec Séoul apparaît comme un levier stratégique pour accélérer la modernisation du tissu productif et préparer l'intégration du pays dans les industries du futur. Les déclarations d'Ahmed Attaf à Séoul confirment ainsi la volonté de l'Algérie de faire de son partenariat avec la Corée du Sud un vecteur de croissance, d'innovation et de développement durable, au bénéfice non seulement des deux pays, mais également de l'ensemble du continent africain.

## AÏN OUSSERA (DJELFA)

### Mise en service d'un nouveau centre de stockage de céréales

Un nouveau centre de proximité de stockage de céréales a été mis en service, lundi à Aïn Oussera, au nord de la wilaya de Djelfa, dans le cadre du renforcement des infrastructures stratégiques destinées à consacrer la sécurité alimentaire et à les rapprocher des agriculteurs. D'une capacité de 50.000 quintaux, cette structure, réalisée sur une superficie de plus de 2,5 hectares, comprend un entrepôt

de stockage, un bloc administratif et un pont-bascule pour le passage des camions, selon les explications fournies sur place au wali de Djelfa, Dhahid Mous. Son coût de réalisation a dépassé 200 millions de DA, financés au titre du programme de développement complémentaire. Ce nouvel équipement porte à six (6) le nombre de centres de stockage de proximité réalisés et mis en exploitation dans la wilaya en moins d'une (1) année,

soit les centres de Had S'hary, Bouiret Lahdab, El-Khemis, Douis, Aïn El Ibel et Taadhmit, offrant une capacité supplémentaire de stockage estimée à près de 350.000 quintaux. Par ailleurs, un autre projet similaire est en cours de réalisation à Deldoul, outre un silo stratégique au chef-lieu de wilaya, et un complexe de stockage d'une capacité de 200.000 quintaux, actuellement en phase d'achèvement à Hassi Bahbah,

selon la Direction des équipements publics. Lors de la mise en service de cette infrastructure, le wali Djahid Mous, a souligné l'importance de ces acquis de développement, qui permettent de rapprocher les sites de stockage des producteurs agricoles, de réduire les coûts de transport et de contribuer au renforcement de la sécurité alimentaire nationale.

APS

## BEJAÏA

### Lancement des travaux de réhabilitation du 2<sup>e</sup> tunnel de la RN 9 à Kherrata

Les travaux de réhabilitation du 2<sup>e</sup> tunnel de la RN9, dans la commune de Kherrata (wilaya de Bejaïa), ont été lancés lundi. Le wali de Bejaïa, Kamel-Eddine Kerbouche, a donné le coup d'envoi de cette opération relative au tunnel N2 (direction-sud) de la ville de Kherrata, en présence des responsables du secteur des travaux publics. Selon les services de la wilaya, ces tra-

voux, engagés après l'achèvement de la réhabilitation du 1<sup>er</sup> tunnel, visent à équiper l'ouvrage de différents dispositifs et systèmes de sécurité conformes aux normes techniques en vigueur, afin d'améliorer les conditions de circulation et de renforcer la sécurité des usagers de cet axe routier stratégique. Concernant la circulation routière, la même source a indiqué qu'elle sera provisoirement déviée

vers les gorges de Kherrata, après l'achèvement des travaux de protection et de sécurisation des versants montagneux, notamment à travers la stabilisation des rochers et l'installation de filets métalliques de protection, en vue de réduire les risques de chutes de pierres et de garantir la sécurité des citoyens et des automobilistes. A cette occasion, le wali a insisté sur la nécessité d'une "coordination per-

manente" entre les différents intervenants afin d'assurer le bon déroulement des travaux. Il a également souligné l'importance d'un suivi rigoureux sur le terrain pour permettre l'achèvement du chantier et la mise en service du tunnel, ce qui contribuera à la fluidification du trafic routier et au soutien du développement local de la région.

Agence